

VOTRE ACCÈS
AU REGISTRE DU
COMMERCE ET DES
SOCIÉTÉS !





Innovation
that excites

NOUVEAU NISSAN QASHQAI. URBAIN PAR INSTINCT.



GAMME DIESEL
À PARTIR DE **289 €**/MOIS⁽¹⁾

Location Longue Durée sur 49 mois avec un 1^{er} loyer de 2 399 €



Nouveau NissanConnect⁽²⁾



Système de sécurité avancé
Nissan Safety Shield⁽²⁾



Aide au stationnement
intelligent⁽²⁾



Système « Chassis Control »

NISSAN AJACCIO

Z.A. La Caldaniccia
20167 Sarrola-Carcopino
04 95 78 50 18

NISSAN BASTIA

R.N. 193
20600 Furiani
04 95 55 34 00

www.nissan-corse.com

Pour plus d'informations, rendez-vous sur nissan-offres.fr



Innover autrement. (1) Exemple pour un Nouveau Nissan QASHQAI 1.5 dCi 110 ch Visia neuf en Location Longue Durée sur 49 mois avec un premier loyer de 2 399 € suivi de 48 loyers de 289 €. **Modèle présenté** : Nissan QASHQAI Tekna 1.5 dCi avec option peinture métallisée, en Location Longue Durée avec un premier loyer de **3 071 €**, suivi de 48 loyers de **377 €***. Restitution du véhicule chez votre concessionnaire en fin de contrat avec paiement des frais de remise à l'état standard et des kilomètres supplémentaires. Sous réserve d'acceptation par Diac - S.A. au capital de 61 000 000 € - 14, avenue du Pavé Neuf - 93160 Noisy-le-Grand - SIREN 702 002 221 RCS Bobigny. *Hors assurances facultatives pour un kilométrage maximum de 60 000 km. Offre réservée aux particuliers, non cumulable avec d'autres offres, valable du 01/02/2014 au 31/03/2014. **(2) Equipements disponibles de série ou en option et sur certaines versions.** (3) Limitées à 100 000 km. NISSAN WEST EUROPE SAS au capital de 5 610 475 € - RCS Versailles n° B 699 809 174 Parc d'Affaires du Val Saint-Quentin - 2, rue René Caudron - CS 10213 - 78961 Voisins-le-Bretonneux Cedex.

Consommations gamme cycle mixte (l/100 km) : 3,8 - 5,6. Émissions de CO₂ (g/km) : 99 - 129. Certaines données en cours d'homologation.

A modu Nostru Per fassi leghje in vittura

Sti pochi tempi, ci hè assai ghjente chì si prumena in cità, cù u so «Juke». Ci n'hè d'ogni culore. Certi parenu ghjochi zitellini, d'altri anu l'aspettu di strumenti sessuali. Cum'ella hè scema a nostra ghjuventù.

Chì tanti Porsche «Cayenne» ! Avà, per a sbacca nant'à u corsu Paoli, pudemu seguità dinù a via di Nissan.

U so ultimu «crossover» urbanu porta u nome d'un cane di prestigiu : u «Juke».

Bellu arnese di caccia, piace assai à i tippi, ma ancu à e donne.

Allora, si ne vede tant'è più per 'sse strade. Ghjè un produttu à bon' pattu è e cuncessione anu numerose cumande in attesa. Face parte di u Top 10 di e vitture giapponese e più vendute in Francia. Prestu prestu, sò state compre parecchie centinaia d'esemplarii, trà u cuntinente è a nostra isula.

Pare una rivoluzione, ben chì u mondu di l'automobile cunniscessi una crisa economica impurtante.

Eppuru, una mansa di persone hà u so «Juke», apparigliatu à e so Converse All Star o à i so spechjetti. Rusulatu, giallu, verde, viulettu... Fluò è flasci di quelli ! Un si ponu mancà. Sò vitture ind'a tendenza oghjinca.

Costanu à u minimu 16 490 eurò, prezzu ch'un hè ancu, quantunque, à a purtata di a maiò parte di u populu. Ma cumu fermanu i pruprietarii di i «Juke» ? Forse ch'elli facenu secondu e so pussibilità. Ci n'hè ch'un anu pena à caccia tanti soldi di a so stacca. Ci n'hè dinù chì strazieghjanu.

Tandu, i crediti si vendenu (anch'elli) à palettate. Sapendu ch'ella vale u colpu, quantunque. Postu chì cù un «Juke», 10% di scenza in più di fassi leghje.

Francamente, in pocu tempu, e performenze di stu picculu 4x4 anu fattu e so prove.

L'astr'eri, in Bastia, Antuninu, 75 anni, pusatu nant'à un bancu di a piazza San Niculà, hà vistu passà, mentre un' oretta, aldilà di centu «Juke». Piombu !

Eccu e so parulle : «Cosa hè ? Serà torna un effettu di moda, ne ? A sapete voi, citadinu bè vestutu, ma u corpu à violinu. Ghjè verità ! O poveri di noi».

È u lume fù, cù sensu è finezza...

Kevina, ella, li hà rispostu cusì : «Pépé, aiò, pourquoi tu dis ça ? C'est trop fun. J'en veux un pour... mon anniversaire».

Dalli !



da Roland Frias

Quel avenir pour la Corse ?

De façon symbolique, dans un livre remarquable, La Chasse de Nuit, paru en 2004, Marie Ferranti pose la question de l'avenir de la Corse. Le combat que se livrent les deux personnages, Matteo et Petru, incarne une Corse tiraillée entre deux mondes : d'un côté, une Corse ancienne, peut-être sur le point de disparaître, celle de Matteo ; de l'autre, une île que transforme une modernité qui l'éloigne de son identité et qui s'offre à Petru. Ce roman, qui accorde une place essentielle aux femmes, délivre une morale de la résurrection : le monde ancien est nécessairement voué à disparaître pour renaître sous une forme nouvelle.

Aujourd'hui, la Corse est à réinventer dans le dialogue nécessaire entre les Matteo et les Petru. L'avenir de l'île, que porte Petru, reste son passé, dont Matteo est le gardien. Parlant de sa ville, Jean-Charles

Orsucci affirme : «L'avenir de Bonifacio, c'est son passé !» Il n'y a rien de contradictoire dans cette déclaration. La difficulté vient de ce que, partout dans le monde, le passé et l'avenir entrent dans une rivalité qui finit par nourrir des conflits stériles. La Corse, partagée entre tradition et modernité, n'échappe pas à ce dilemme. Elle ne peut pas se contenter d'idéaliser son passé, ni se laisser séduire par les pièges d'une modernité qui lui demanderait de renoncer à son identité.

La Corse est promise à un grand avenir, si elle parvient à sortir de cette contradiction entre tradition et modernité. Les élus que désigneront les urnes à l'issue des élections municipales de 2013 auront à gérer ce conflit entre la Corse de Matteo et celle de Petru.



Christian Gambotti
icn-cgambotti@orange.fr

Billet Micro (s), boulot, bobo (s) !

Grace à l'ancien Président de la République, la période des élections municipales s'est brutalement animée. Un conseiller présidentiel de l'ombre, ayant été victime d'un coup de chaleur lors de sa fréquentation quotidienne des palais nationaux, est pris la main dans le «bobineau» des enregistrements...

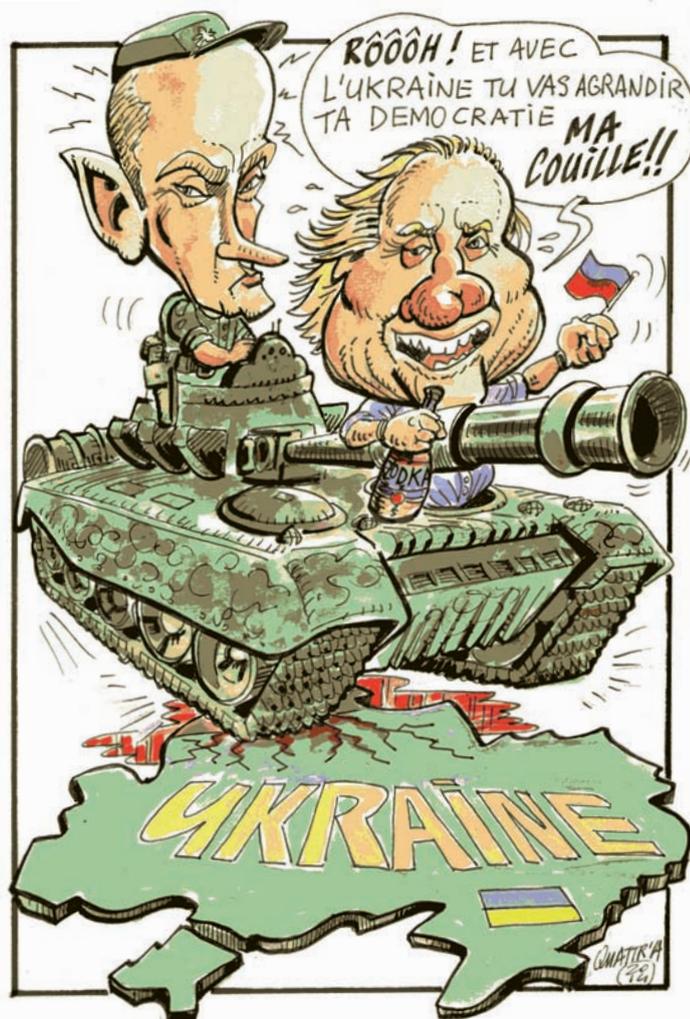
Pour une fois les grandes oreilles ne sont pas celles de magistrats sans taches et sans reproches, ou d'honorables fonctionnaires de police, lassés de la cuisine et du mitonnage de nos hiérarches ! Il s'agit d'un homme de chiffres, de statistiques et de sondages, accompagné par la «perception» de belles et substantielles factures, qui par amour pour son patron, voulait s'endormir au son de sa voix martiale !

Il faudrait en sourire, si cela n'était tragique, pour ceux qui ont de la politique la vision qu'elle mérite, c'est-à-dire le dévouement pour le bien commun, l'engagement pour la «Res Publica».

Si le fondateur de la V^{ème} République pouvait voir ce qui se passe dans notre beau pays au XXI^{ème} siècle, son képi choirait au sol ! Et il lancerait un cri de ralliement très militaire : «mort aux cons» ! Quel vaste programme ! Hélas, je crains que seuls nos contemporains puissent se désespérer des «aléas» de la vie publique. Pour clore le débat, je dirais simplement que parfois nous avons les domestiques que l'on mérite. Mais après cela, ne nous étonnons pas de la désertion des isoloirs, par beaucoup de nos compatriotes.



Paul Aurelli



Un pas après l'autre !

Parce que notre journal est au cœur de la vie de notre Île depuis quelques décennies, le renouvellement électoral de l'ensemble des municipalités ne nous laisse pas indifférents et, nous concerne au premier chef. Nous nous sommes efforcés depuis quelques semaines de vous informer, de vous présenter les projets, les idées, les programmes d'un grand nombre de candidats, sortants ou prétendants à l'écharpe de Maire. Certes, cela bouscule notre publication, au détriment d'autres axes éditoriaux d'ICN Informateur Corse Nouvelle... Nous en sommes conscients, mais il n'y avait pas d'autre choix, la gouvernance de nos communes pour les six prochaines années, la qualité de vie quotidienne, la relation de proximité avec le maire, passe par le bon choix des électeurs ! Comme nous sommes démocrates, nous savons que ce choix vous appartient, c'est vous qui le ferez les 23 et 30 mars. C'est pourquoi, nous essayons sans parti pris de vous aider à avoir «les bonnes clés» pour exercer votre choix, en donnant la parole à ceux qui le veulent bien. Les communes pourvues de leurs édiles, nous reprendrons le rythme du changement qui anime notre journal depuis le début de cette année, merci pour votre compréhension et votre fidélité...

Anne-Marie Natali : À l'aise pour un nouveau mandat

Elles sont encore peu nombreuses à gérer les cités de l'île de beauté. Anne Marie Natali, fait partie des quatre femmes qui gèrent des communes de plus de mille habitants. Maire de la quatrième ville la plus peuplée de l'île, elle est sûre d'entamer un troisième mandat. En effet, pour la première fois depuis bien longtemps aucune opposition ne se présente à Borgo. C'est donc en toute tranquillité qu'elle pourra poursuivre le travail qu'elle a entrepris au début du XXI^e siècle.

Vous avez dit à certains de nos confrères qu'il était dommage qu'aucune liste d'opposition ne se présente à vous, c'est surprenant. Pouvez-vous nous expliquer le fond de votre pensée ?

Une liste d'opposition c'est forcément un bien pour la démocratie. En trente ans de vie politique, c'est la première fois que je vois ça.

C'est dommage ! Peut-être aussi parce que nous sommes bons. On a tellement travaillé dans cette commune, que les administrés ont apprécié ce que l'on a fait et puis ça se voit.

Quelles sont, malgré tout, vos ambitions pour votre ville ?

Elles sont multiples, mais on va aller «mollo mollo». Car, comme vous le savez, les finances de l'Etat et des collectivités ne sont pas au mieux.

Malgré tout, pour 2014, nous allons poursuivre la rénovation des groupes scolaires, que nous allons mettre aux normes. Et puis, il faut anticiper sur l'évolution de la

population de la commune. En cela, nous allons doubler la capacité de la cantine scolaire.

Comment expliquez-vous le dynamisme démographique de votre commune ?

Borgo est une ville centrale en Haute-Corse et il y a une population jeune, car nous offrons une crèche, des haltes-garderies, un centre culturel. Les enfants chez nous constituent une priorité, ils ne sont pas abandonnés. Nous avons un complexe sportif de toute beauté.

Là, comme ce sont les élections, nous n'en faisons pas encore l'inauguration, en plus il reste un petit souci au niveau d'un terrain, mais il y a de quoi bien occuper notre jeunesse.

La quatre voies qui évite Borgo ça a été un plus où un inconvénient ?

Au début, nous avons passé trois mois totalement isolés. Puis, petit à petit les affaires ont repris. Aujourd'hui, nous sommes à 100%.



Je remarque même qu'un grand nombre d'automobilistes passent par notre beau boulevard.

Comment expliquez-vous ces comportements ?

Je ne sais pas. Je ne vais pas me muer en policier pour obliger les gens à éviter ma commune. Nous sommes contents et les administrés sont ravis. D'ailleurs quand quelle que chose ne va pas, ils ne se gênent pas pour appeler.

Rêvons un peu. A quand un pont pour rejoindre directement le Lido de la Marana ?

Ça n'est pas d'actualité, mais par contre je peux vous annoncer qu'il y aura une nouvelle sortie sur la quatre voies, après le complexe sportif, pour ceux qui rêvent un peu et qui manquent la bretelle pour Borgo. Du coup, ils sont obligés d'aller jusqu'au rond-point de Tragone pour entrer en ville.

■ Julien Maestracci

Anne-Marie Luciani : «Nous participerons quoi qu'il arrive à la victoire de la gauche à Ajaccio»

Ancienne adjointe au maire d'Ajaccio, déléguée à la Culture, Anne-Marie Luciani a donc décidé de constituer sa propre liste pour le scrutin municipal dans la Cité Impériale. Située à gauche, sur l'équipier politique, cette dernière entend proposer aux électeurs une alternative au sein de sa famille politique. Si cette dernière dénonce certains modes de fonctionnement au sein de la Maison Carrée - une véritable usure du pouvoir - elle entend cependant contribuer à la victoire de la gauche de sa ville.

Anne-Marie Luciani, la campagne touche à sa fin. Quel est votre sentiment sur cette expérience en tant que tête de liste ?

Actuellement, nous sommes en pleine phase de campagne de terrain. Nous privilégions la rencontre directe avec les habitants. J'entends par là, toutes les actions militantes classiques, comme le porte-à-porte ou le tractage. C'est dans ces actions-là qu'on se rend vraiment compte des attentes de la population. Nous avons pu nous rendre compte d'une chose, avec tous ces contacts, c'est que les citoyens d'Ajaccio sont un petit peu démotivés par le débat et l'élection qui arrive. Il flotte comme une certaine désillusion qui fait que beaucoup de personnes ne s'intéressent pas vraiment aux municipales. Nous avons donc entrepris un travail de conviction afin d'inciter les personnes à aller voter. Sinon, nous avons été très bien accueillis dans les quartiers, mais aussi dans le centre-ville. Je crois que les Ajacciens sont très réceptifs lors de nos visites.

Votre liste s'intitule «Ajaccio, pour vous». «Vous», qui c'est ?

Eh bien, les citoyennes et les citoyens d'Ajaccio. Cette campagne est le reflet de ce qui pourrait être ensuite une gestion municipale, c'est-à-dire, aller à la rencontre des habitants. C'est ce que nous privilégions. Et c'est ce que nous ferons si nous arrivons aux commandes, ou au partage des commandes de cette ville. C'est-à-dire avec la démocratie participative qui sera le fil rouge. Ceci n'est pas qu'un simple concept ou un slogan. La démocratie participative se met en place par différentes actions, comme notamment les comités de quartier qui permettent de redonner la parole aux

Ajacciens. Il faut que ces derniers soient parties prenantes de l'élaboration des projets. Et ensuite, en aval, également, des décisions prises, et la restitution de tous les projets mis en œuvre. C'est-à-dire en toute transparence. Cela implique la création d'un site internet participatif et différentes actions dans les quartiers.

Devenir maire implique une gestion comptable, mais aussi humaine, comment concevez-vous cette fonction, concrètement ?

C'est justement l'accent que nous voulons donner à notre démarche. Nous voulons vraiment faire participer les citoyens à l'élaboration des projets. Je crois qu'il y a beaucoup d'erreurs qui ont été commises par le passé, même si la priorité de la majorité sortante était cette fameuse démocratie participative. Les élus s'enferment dans leur sphère à mon sens, en oubliant ensuite d'aller consulter les habitants. Et ceci, que ce soit avant la réalisation du projet, pendant, ou même après. Nous voulons vraiment mettre l'humain au cœur de nos préoccupations.

Vous voulez dire qu'actuellement, on ne fait que de la comptabilité à la Maison Carrée ?

On fait beaucoup de comptabilité. C'est vrai que les années passants, nous avons tendance à penser que nous savons tout ou que nous sommes toujours en contact direct avec les difficultés des uns et des autres. Mais à mon sens, il y a ensuite une sorte de rupture qui se fait, voire même un isolement, entre les élus et le peuple. Ceci explique la désaffection des citoyens à l'égard de l'élite politique. Et cela se confirme d'année en année.

Peut-on parler d'«accoutumance» ?



C'est une sorte d'accoutumance, oui, je crois que vous trouvez le bon mot. On s'habitue à la gestion d'une ville, puis ensuite on tombe dans une espèce de routine. C'est, en quelque sorte, l'usure du pouvoir. Ce sont des habitudes prises qui font qu'il est ensuite difficile de se remettre en question. Certains élus, je crois, ont du mal à se remettre en question justement. Je déplore donc cette vision comptable des choses. C'est d'ailleurs ce que je reprochais à mes collègues élus ces derniers temps, notamment au niveau de la culture. En agissant ainsi, on s'éloigne de notre objectif qui est l'égalité ou l'accès à la culture pour tous, pour se diriger vers une vision comptable des choses, en essayant de rentabiliser la culture. Par là, on s'éloigne du quotidien et des préoccupations des citoyens.

Les lignes principales de votre programme s'appuient sur quel axe ?

Le social se trouve au cœur de mon programme. Je crois que cela est extrêmement important. Nous avons une ville qui compte plus de 4000 chômeurs. Donc la précarité est très présente. La ville n'a pas les moyens de juguler le chômage de manière efficace. Mais elle peut utiliser des leviers, en favorisant l'implantation d'entreprises, peut-être en défiscalisant certaines entreprises. Je pense qu'il y a à Ajaccio certaines possibilités de développer tout ce qui touche aux nouvelles technologies. Nous pourrions par exemple nous servir de la citadelle, qui pourrait, par là même, devenir un lieu de développement économique. Et puis bien entendu, nous

avons également parlé du logement dans notre programme. Nous devons essayer de construire plus de logements sociaux. Nous devons aussi privilégier la mixité sociale. Il y a un tas de mesures qui sont à notre portée et que nous devons amplifier. Et puis, bien entendu, l'emploi est aussi très important. Nous devons faire en sorte que les gens vivent mieux, ensemble, dans les quartiers. Dans ce domaine, nous devons développer tous les équipements de proximité, en créant des comités de quartier.

Et la culture ?

Bien entendu. Ces thématiques sont transversales. C'est également important de parler de la politique tarifaire, d'éducation artistique. Tout cela rejoint la dimension sociale que j'ai évoquée.

Les enquêtes d'opinions sont très favorables à l'équipe sortante. Est-ce que cela vous contrarie ?

Non, on ne peut pas dire que cela me contrarie. Vous connaissez mes convictions. Ma famille de pensée se trouve à gauche. Je suis aujourd'hui enthousiaste à l'idée de penser que la gauche puisse gagner à Ajaccio. J'espère, en tout cas, que la gauche gagnera. J'espère aussi que notre liste fera un très bon score au premier tour. C'est une alternative à gauche que nous proposons. Il faut voir cela comme un nouveau souffle de démocratie. Je pense qu'il y aura une adhésion à ce que nous proposons. Mais d'une manière ou d'une autre, nous participerons à la victoire de la gauche.

Georges Mela : Les temps forts, les réalisations

Le maire de Porto-Vecchio évoque l'évolution au cours des années de sa ville par la volonté de ses élus... Sa commune qui s'est tout d'abord transformée, pour répondre au plus juste, aux attentes de ses habitants et aux besoins des nombreux visiteurs, connaît en période estivale une importante fluctuation démographique propre à l'attrait touristique des communes du sud-corse. Porto-Vecchio doit anticiper pour gérer au mieux ces flux très importants, de 11.000 à 100.000 habitants. Georges Mela répond sans détour aux questions d'ICN Informateur Corse Nouvelle.

Comment avez-vous pu gérer le défi : créer des infrastructures ou réaliser des aménagements ? Pouvez-vous nous citer quelques temps forts de ce challenge ?

Créer des infrastructures ou réaliser des aménagements était un véritable défi. Notre projet global a su développer une économie propice au territoire tout au long de l'année, en prenant en compte de certaines contraintes propres au territoire et aux communes littorales/balnéaires (fluctuation démographique, difficultés économiques hors saison, baisse d'attractivité touristique hors saison...).

Sans être exhaustif, je veux citer le Complexe sportif du Prunello qui pour un coût de 7,7 M€, offre aux associations locales, aux scolaires et enfin aux visiteurs, des aires de pratiques sportives dédiées : salle omnisports, terrains de foot & rugby, courts de tennis, club house...

Un véritable élan de ville sportive souffle aujourd'hui sur Porto-Vecchio, boostée par l'accueil réussi du grand départ de la 100^{ème} édition du Tour de France en juin 2013. Cette politique concrète et pragmatique avec un seul objectif : améliorer le cadre de vie des Porto-Vecchiais, en favorisant notamment la pratique du sport, pour un meilleur épanouissement et une intégration de nos jeunes. Le Complexe sportif du Prunello n'a d'ailleurs pas vocation à être une structure isolée.

Cette réalisation a été pensée comme le cœur d'un quartier qui sera aménagé lors de la prochaine mandature : 100 logements sociaux, 80 logements d'accession à la propriété, la création de commerces, d'une nouvelle école et de services de proximité.

Comment ne pas évoquer également l'attention apportée à l'éducation des plus jeunes avec les grands travaux d'extension et de construction des établissements

scolaires de la commune (près de 3 M€ ont été consacrés aux affaires scolaires depuis 2008). Ici encore, les réalisations s'accompagnent de démarches proactives d'aides en faveur des scolaires : fournitures scolaires de rentrée gratuites, aide matérielle pour l'organisation des fêtes scolaires, l'équipement informatique, dotations communales spécifiques, formation des agents communaux...

Enfin, comment ne pas citer, les aménagements urbains et le nouveau visage de la ville qui se dessine : voiries, mobiliers urbains, éclairage public, espaces verts, entrées de ville, aménagements et réhabilitations dans les hameaux, soit près de 18 M€ investis depuis 2008 entre le centre ville et les hameaux. La mise en valeur du patrimoine avec la réhabilitation du Bastion de France, les plaques nominatives bilingues des sites et rues, la 3^{ème} OPAH qui réhabilitera près de 110 logements dégradés ou indignes dans le centre ancien, avec une part communale de 600.000€...

Les améliorations à poursuivre !

Quels sont les secteurs pour lesquels vous pensez qu'il aurait été possible d'avoir des avancées plus importantes ?

Je n'ai cessé d'être attentif à l'adéquation entre la chose dite ou promise et sa concrétisation sur le terrain. Je n'ai qu'un mandat, celui de maire, pour répondre au mieux aux préoccupations de mes concitoyens. Factuel, pragmatique, je construis chaque projet de manière réfléchi, concertée, mais surtout chiffré et quantifié.

La politique c'est coller à la réalité. Ce ne sont pas des chimères ! La mandature qui vient de s'écouler a été marquée par une stabilisation des finances communales et la création d'une importante réserve



foncière, conditions capitales pour dans un second temps augmenter les investissements. Près de 50 M€ ont été investis et 2008-2014 s'illustre par la concrétisation de très nombreuses réalisations, à l'adresse de tous les publics (acquisitions foncières, EPAHD, nouveau parc de stationnement de 300 places en centre ville, nouvelle crèche, logements sociaux, projet extension du port, travaux AEP/assainissement...).

Nous avons beaucoup travaillé malgré une conjoncture économique peu favorable, un désengagement conséquent de l'Etat en terme de dotations et l'annulation en 2011 du PLU. La disparition de ce document d'urbanisme indispensable à un aménagement maîtrisé de Porto-Vecchio a paralysé le territoire - notamment villages et hameaux - et a fortement ralenti notre politique volontariste du logement engagée en début de mandat... malgré le cautionnement activé par la commune.

C'est pourquoi, le logement sera notre priorité dès 2014 si les Porto-Vecchiais me renouvellent leur confiance.

Une grande satisfaction

Votre plus grande satisfaction de la mandature qui s'achève ?

C'est celle d'une cohérence qui se dessine sur le territoire porto-vecchiais. Une politique visionnaire qui a impulsé un projet ambitieux mais respectueux de notre patrimoine et des savoir-faire et des réels besoins de ses habitants. La proximité, l'intérêt général, voilà mon credo. Ils sont bien loin, et les Porto-Vecchiais le savent, des soifs de pouvoir qui habitent certains de mes adversaires !

Aujourd'hui Porto-Vecchio conserve son rang de 3^{ème} ville de Corse, voit son attractivité augmenter, et s'inscrit dans le XXI^{ème} siècle. Porto-Vecchio s'est métamorphosée et son rayonnement lui a permis de décrocher entre autre, le Grand Départ de la 100^{ème} édition du Tour de France, en juin dernier. Je suis également fier de notre action en matière de cohésion sociale et des solidarités dont peu de communes insulaires pourraient se vanter : nous privilégions une politique juste, pour tous, guidée par le renforcement du lien intergénérationnel avec par exemple une prise en charge communale de plus de 65 % sur les prestations aux familles (crèches, ALSH, transports scolaires, anciens...). Le rachat de la maison de retraite avec, à la clef, la création d'une unité de jour pour les malades d'Alzheimer notamment, s'inscrit dans ces choix.

Vous avez été soumis à une critique intensive de vos contradicteurs, qui sont désormais vos concurrents pour la campagne en cours, nous aimerions que vous mettiez l'éclairage sur vos choix ?

Ceux qui polémiquaient hier sont les mêmes qui aujourd'hui prônent le développement de la filière nautique ou golfique ! Vous comprendrez que je ne prête donc plus grand intérêt aux contradicteurs permanents et si peu constructifs...

Soyons sérieux : le projet d'extension du Port, est un projet qui détermine l'avenir de notre commune pour les 30 à 40 prochaines années. C'est un projet concerté, exemplaire notamment en matière environnementale et à forte valeur ajoutée qui participera au développement économique que nous préconisons.

En effet, il créera plus de 30 emplois directs et près de 300 emplois induits. Cette manne pour notre bassin d'emplois permettra de créer des richesses qui seront ensuite redistribuées équitablement en termes de nouveaux investissements au profit des Porto-Vecchiais.

Porto-Vecchio va devenir un site moteur, structurant de l'activité nautique en Corse du Sud et un site privilégié pour accompagner et bénéficier du développement touristique et économique de la filière nautique corse.

L'extension du port de plaisance actuel augmentera de 423 places la capacité d'accueil actuelle. Lors d'un sondage effectué en octobre 2012 par Opinion Way of Corsica auprès des Porto-Vecchiais, ces derniers se sont prononcés à plus de 79 % favorables à ce nouveau port. Voilà ce qui m'importe.

Le port est un investissement au service de la collectivité, qui sera payé intégralement par l'utilisateur (celui qui profite du service), sans prélever 1€ sur le contribuable. Le port, axe majeur de développement économique et social.

Vous avez évoqué des projets, des ambitions collectives, nous aimerions connaître la position du maire sortant, candidat à sa réélection, sur les soucis du quotidien de vos concitoyens ?

Nos actions : apporter des réponses concrètes aux préoccupations quotidiennes de la population. L'éducation, l'offre culturelle, le lo-

gement, le social, la santé, l'économie, la propreté...

Des services à la population qui ont su évoluer et s'adapter aux spécificités locales et à la nécessaire modernisation des infrastructures et des équipements.

A l'image des écoles dotées d'installations informatiques, à celle des aménagements urbains où chacun peut aujourd'hui se balader sur des espaces piétons et éclairés, à celle des hameaux mis en valeur par et pour leur patrimoine, à celle des animations qui redynamisent le cœur de ville tout au long de l'année, ce sont également des moyens investis dans un souci constant d'efficacité.

Les préoccupations constantes sont celles d'une cohérence de notre vision et de la poursuite de nos engagements.

Quelle est votre position sur les alliances électorales réalisées dans votre ville ?

Ma ligne est claire. Je ne prône pas de rapprochements de circonstance ou à visée purement électoraliste. La liste que je conduis est au-delà des clivages et se compose de femmes et d'hommes animés par un même objectif : travailler pour les Porto-Vecchiais, pour continuer de construire Porto-Vecchio et ce dans l'intérêt général.

Ces alliances reflètent la soif de pouvoir et le manque de cohérence d'une certaine opposition. Et la cohérence croyez-moi, il faut en avoir lorsque l'on brigue le mandat de

maire ! Je suis maire à 100 % depuis 8 ans. Et ce que je mets en avant, c'est un très bon bilan et une réelle expérience en termes de gestion et d'action publique.

Enfin, je suis libre et n'obéis à aucun appareil politique à Bastia ou Ajaccio. Un jour à gauche, le lendemain «votez vert», en parade aux journées de Corté, bref je laisse tout cela à d'autres ! Je ne cumule pas les postes ou mandats par ambition. Car ma seule ambition c'est Porto-Vecchio !

Et mon parti, vous le savez, c'est Porto-Vecchio !

Votre message aux Porto-Vecchiais ?

Notre message est clair, celui de la promotion et de la valorisation de notre territoire.

Porto-Vecchio va continuer d'être une ville attractive dans laquelle chacun y trouvera sa place, dans le respect des générations, des individus et des différences. «Une modernité aux racines ancestrales», voilà notre message. Nous aimons notre ville et ses habitants.

Ceux qui m'entourent et moi-même mettront tout en œuvre afin que l'élan impulsé ces dernières années se poursuive. Si les Porto-Vecchiais me font de nouveau confiance, je serai également un acteur incontournable du processus de l'intercommunalité créée en 2013.

Porto-Vecchio restera le moteur de la micro-région, mais la mise en com-

mun de certains grands programmes (piscines, transports, etc...) et la mutualisation de leurs coûts sera pour nous une priorité.

Des hameaux valorisés, une sécurité repensée, une redynamisation de l'économie, une meilleure intégration des communautés, une politique sociale plus adaptée encore, un nouveau PLU, une mise en valeur du patrimoine, une agriculture remise en avant, la langue corse au cœur du quotidien... la liste est loin d'être exhaustive. Le programme de la liste que je conduis déclinera précisément (chiffres, faits...) et concrètement tous nos projets.

En conclusion, votre vision du développement de votre ville et de son avenir ?

La mutation de Porto-Vecchio est le fruit du travail visionnaire entrepris durant plusieurs décennies. Depuis 2005, et surtout 2008, j'ai impulsé à cette démarche déjà bien engagée une vision ambitieuse mais respectueuse pour Porto-Vecchio et ses habitants.

Un nouveau PLU élaboré non pas en 12 mois, comme le promet un de mes adversaires, mais entre 27 et 36 mois. Je ne fais que respecter le cadre légal. Ce nouveau document nous permettra de redonner au territoire un aménagement cohérent et connu de tous. C'est une nécessité.

Je connais les potentialités de ce territoire et croyez-moi, mon parti c'est Porto-Vecchio !

■ G.-A. M.



Georges Mela a souhaité une liste qui ressemble aux Porto-Vecchiais et répond à leurs attentes. «Notre parti c'est Porto-Vecchio» est une liste plurielle, rajeunie qui rassemble les énergies, les compétences venues d'horizons divers, tant d'élus sortants qui n'ont pas démerité par leur implication lors de la précédente mandature que de nouveaux visages, tous âges confondus. Toutes et tous animés par une démarche commune : avancer ensemble pour poursuivre la construction de Porto-Vecchio.

Jean-Louis Milani, ses ambitions pour Bastia

Jean-Louis Milani est le candidat de rassemblement de la droite et du centre (UMP-UDI) à Bastia. Agacé par la «bipolarisation qui a été fabriquée de toute pièce par les médias» dans le débat actuel, ce dernier espère réunir autour de son nom et de sa liste toute la famille libérale bastiaise, afin de mettre fin à la «dynastie Zuccarelli» sur la ville. Si Jean-Louis Milani dénonce une gestion qui a appauvri la ville ces cinquante dernières années, ou des impôts locaux trop élevés, il affirme être également le candidat qui combat la politique gouvernementale.

Jean-Louis Milani, les sondages sont plutôt tristes en ce qui concerne votre liste. Les écarts seraient importants derrière Jean Zuccarelli et Gilles Simeoni. Vous êtes inquiets ?

J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur les sondages. Je les prends pour ce qu'ils sont. Il s'agit de simples indications de vote. Ce sont les électeurs qui décident, et ils décideront au soir du premier tour. Maintenant, je peux vous dire que ces résultats sont en total décalage avec le ressenti que nous avons sur le terrain. Le corps électoral de la famille libérale constitue un socle qui est incontournable. Donc croyez moi, ce ne sont pas les résultats d'un sondage qui affecteront ni ma détermination, ni l'espoir de faire un score beaucoup plus important que celui qui est indiqué, et de jouer dans cette élection un rôle déterminant et capital.

Lors de la dernière mandature, la droite était pratiquement absente du conseil municipal de Bastia, et l'opposition était surtout concentrée autour des partisans de Gilles Simeoni. Considérez-vous qu'il s'agisse d'un handicap ?

Ecoutez, la confrontation est simple. Je suis un élu de droite. Donc j'ai la légitimité pour représenter la famille libérale. Je suis soutenu dans ma démarche par l'UMP, mais aussi par l'UDI, le parti de Jean-Louis Borloo. Concernant la course à la mairie, je crois que nous y allons tous pour être élus. La situation est la suivante : il y a la gauche, les nationalistes et je crois que l'électorat de droite doit venir soutenir ma candidature. Il serait aberrant que la bipolarisation qui a été fabriquée de toute pièce par les médias, nous projette déjà dans un deuxième tour. Je pense qu'il est important de rappeler que personne ne connaît encore les résultats du premier tour. Je tiens donc à le dire haut et fort, aux électeurs de la famille libérale, il faut qu'on se

réunisse pour obtenir le meilleur résultat au premier tour, afin que les valeurs que je représente soient clairement affirmées.

Et pour le second tour ?

Je me déterminerai en fonction des programmes et des valeurs de droite et du centre que je porte.

Vous êtes un des rares candidats à avoir porté des questions de niveau national au niveau local. Vous réclamez par exemple un vote sanction à l'encontre de François Hollande. Pourquoi ce choix ?

Ce choix, il est naturel pour moi. Je suis porteur des valeurs de la droite et du centre. Je suis aussi aux côtés et auprès de ceux qui combattent à l'échelon national la politique calamiteuse de François Hollande. Je pense notamment au matraquage fiscal, aux atteintes à la famille, au laxisme en matière de répression pénale. Il est donc normal qu'à mon niveau je défende les valeurs de ma famille politique. Je rappelle à ce titre que Jean Zuccarelli, qui soutient cette politique gouvernementale, n'en parle pas. Pourquoi ? Parce qu'il n'assume pas ! C'est pourtant bien lui qui, au moment des législatives, se promenait en ville, accompagné de François Hollande.

Ce n'est pas le cas de Gilles Simeoni, qui lui ne défend aucune politique à l'échelon national...

Nous avons fait allusion à la présence de certaines familles sur la liste de Gilles Simeoni. Pour ma part, je le dis clairement, la famille de droite ne peut pas se reconnaître sur les thématiques portées par un leader nationaliste. Ce n'est ni Gilles Simeoni, ni Jean Zuccarelli qui peuvent défendre les idéaux de droite. Donc pour résumer, au premier tour, on choisit. Et au second tour, en fonction de la position que je prendrais, et qui sera déterminée en fonction des programmes et des



idéaux que je défends, les électeurs de droite se détermineront en toute connaissance de cause. Je souhaite avant tout que les électeurs de droite choisissent leurs couleurs, à savoir l'UMP et l'UDI. Je veux être le candidat qui combat la politique menée actuellement par le gouvernement. Certains préfigurent déjà un duel au second tour, mais je peux vous dire que l'élection n'est pas pliée.

Comment définissez-vous la ville de Bastia aujourd'hui ?

Les Zuccarelli sont au pouvoir depuis 1968, donc pratiquement un demi-siècle. C'est énorme ! Il y a des choses qui ont été faites, mais aussi beaucoup de choses qui restent à faire.

Le bilan est à mes yeux plutôt mauvais. Malgré les autosatisfactions, les finances ne sont pas en bon état. Aujourd'hui, la ville n'a plus de trésorerie. Les investissements ont diminué entre 2008 et 2012.

Nous sommes passés de 33 millions en 2008, à 22 millions en 2012. Si les choses ont été partiellement améliorées, il faut élargir notre vision et regarder les comptes de la Cab. On s'aperçoit qu'il y a eu un véritable transfert de charges, et que, là où la ville a amélioré certains postes budgétaires, on les a lourdement aggravés à la Cab.

Par exemple l'encours de la dette a été multiplié par trois, nous sommes

passés de 12,8 millions à 36,5 millions. Et ceci entre 2008 et 2012. En matière de capacité d'autofinancement nette, nous sommes passés de 1,6 millions à 600.000 euros. On peut aussi parler des charges de personnels. Elles se sont stabilisées à la ville. Mais elles ont augmenté de 40% à la Cab.

«Bastia doit devenir la capitale culturelle de la Corse»

Que faut-il changer ?

Il faut impulser une nouvelle dynamique. Aujourd'hui, cette ville est un paradoxe. En cinquante ans, la ville s'est appauvrie et les contribuables sont matraqués fiscalement. Je vais même aller plus loin, la ville n'a pas de recettes, et ce sont les contribuables qui paient. Les taux d'imposition des taxes d'habitation et taxes foncières sont particulièrement très lourds.

La crise n'épargne pas la Corse, et le problème du chômage et son corollaire le pouvoir d'achat sont de plus en plus marqués. Quelles sont vos propositions en la matière ?

Comme je l'ai déjà maintes fois exprimé, je suis interloqué par le manque de propositions et le manque de débat dans cette campagne électorale. A chaque jour sa nouvelle querelle de chapelles. Je

dis basta. Concentrons-nous sur les vraies attentes des bastiais. Quelles sont-elles ? Savoir si à la fin du mois ils pourront payer leurs factures et s'offrir quelques plaisirs. Ma priorité sera donc de redonner du pouvoir d'achat aux bastiais en faisant de notre ville un véritable bassin d'emplois.

Ce que je propose ?

Tout d'abord, redonner vie au commerce de proximité avec la création de 1 200 places de parking, un système de train-tram pour desservir le centre-ville et les quartiers sud, le recrutement d'un manager de ville et l'instauration d'un périmètre de sauvegarde de notre commerce de proximité

Ensuite, attirer de nouvelles entreprises nationales voire internationales, avec la construction d'un quartier d'affaires et l'accueil de grands événements économiques ou des congrès.

Enfin, faire du tourisme à forte valeur ajoutée en se concentrant sur un tourisme de qualité et annuel.

Tenant de la politique libérale, vous devez avoir une approche spécifique de la fiscalité ?

Les Bastiais, à juste titre, n'en peuvent plus du matraquage fiscal imposé par le gouvernement et par la municipalité sortante. Cinquante milliards d'impôts. Voilà ce dont est responsable la gauche. Gel partiel des pensions des retraités, hausse des frais sur les complémentaires-santé, taxation des heures supplémentaires, de l'épargne salariale, de l'assurance vie, de la redevance audiovisuelle. Toutes les catégories sociales sont passées à la moulinette. Et ce n'est pas près de s'arrêter. Une nouvelle salve fiscale pointe son nez : avec l'augmentation de la taxe d'habitation, des taxes foncières, de la contribution foncière des entreprises. Il faut vo-

ter pour les listes de droite et du centre pour arrêter cette spoliation. Je le dis clairement : Maire, je m'opposerai de toutes mes forces au gouvernement.

Mes propositions viseront tout d'abord à économiser deux millions d'euros sur les dépenses courantes durant la mandature (une diminution de 30 % des indemnités des élus générant une économie de 700.000 €). Il faudra aussi lancer un audit généralisé du budget de la ville et de la communauté d'agglomération pour identifier les sources de gaspillage de l'argent public et bien sûr geler les impôts et les taxes prélevés par la commune.

Dernier axe, la culture souvent considérée en période de crise comme la ligne budgétaire permettant les premières économies. Quelles sont vos propositions en la matière ?

Comme je l'ai dit, je souhaite développer à Bastia un tourisme à l'année, de qualité et à fort potentiel d'achat. Pour réussir ce challenge, il sera nécessaire de proposer une programmation culturelle riche et de valeur. Aujourd'hui, celle-ci est obsolète et inadaptée aux besoins. Je souhaite créer un festival de théâtre international d'été en plein d'air (scènes ouvertes dans différents quartiers de la ville), aider à la création d'un cinéma multi salles dans le centre-ville, réhabiliter le théâtre de Bastia (doté d'un projecteur numérique) et mettre en valeur le théâtre San Angelo.

Mais aussi programmer sur toute l'année des animations avec spectacles de rue et parcours initiatiques photos dans tous les quartiers de la ville.

■ **Julien Maestracci**

Paul Quastana, une nouvelle gestion pour Albitreccia

Paul Quastana est en course pour ces élections municipales 2014. Le militant nationaliste bien connu, et ancien conseiller territorial, a intitulé sa liste Uniti è Insemi sur sa commune d'Albitreccia. Son objectif est donc de ravir le siège de maire que détient depuis 37 ans maintenant Pierre-Paul Luciani. Paul Quastana n'y va pas avec le dos de la cuillère : selon lui, Albitreccia est une commune à l'abandon, gérée de façon anarchique.

Paul Quastana, pouvez-vous nous expliquer pourquoi vous briguez aujourd'hui la mairie d'Albitreccia ?

Parce que nous sommes face à un constat. La commune est gérée depuis 37 ans de façon irrationnelle et complètement anarchique par un pouvoir autocratique, par un maire qui ne consulte personne et qui n'en fait qu'à sa tête. Ajouter à cela, nous avons un conseil municipal qui n'existe pas. Nous devons prendre le contre-pied de cette situation, car Albitreccia est laissé complètement à l'abandon. Il suffit de comparer avec les communes alentours, pour voir ce qu'il en est concrètement.

Le portrait de votre commune est acide. Mais quels sont les principaux problèmes à Albitreccia ?

Le principal problème est, je pense, en premier lieu, l'absence d'écoute des citoyens, l'absence des réalisations de confort, donc tout ce qui peut améliorer la vie quotidienne des habitants. De plus, il n'y a pas dans cette commune de planification à long

terme. Il n'y a pas de PLU. Il y a aussi une absence de vision globale en terme de développement. Je constate vraiment un mépris des citoyens.

Albitreccia se trouve en partie sur la rive sud du golfe d'Ajaccio, donc elle se développe tout de même. Mais peut-on dire qu'elle se développe dans l'anarchie, pour reprendre votre terme ?

Oui, en effet, la commune s'est développée au même titre que toute la rive sud. Il y a 37 ans de cela, lorsque le maire actuel a pris le pouvoir, il y avait 390 habitants sur la commune. Aujourd'hui, nous en avons plus de 2000. Mais si on compare le développement de la commune d'Albitreccia par rapport aux communes avoisinantes, le constat est triste. Chez nos proches voisins, on trouve des écoles, des crèches, des bibliothèques, des infrastructures sportives, des associations diverses. Chez nous, il n'y a absolument rien ! Pourtant, ces communes là ont été soumises au même développement qu'Albitreccia.



Quelles sont les lignes principales de votre programme ?

Ce qui est important à mes yeux, c'est que c'est l'électeur et le citoyen qui va se trouver au centre des décisions, et ce à travers l'organisation de réunions et la création d'associations et de commissions, ou encore à travers une écoute permanente. Il serait utile, à mon sens, que la commune soit gérée par des élus et des adjoints qui auront des délégations financières, juridiques et administratives. Ils auront ainsi une maîtrise des dossiers, de leur conception jusqu'à leur réalisation. Il faut à tout prix restructurer l'administration, car aujourd'hui, elle fonctionne de façon opaque et anarchique. Il faut

surtout, et je le répète, mettre le citoyen au cœur de la prise de décision. C'est lui, et lui seul, qui doit décider ce qui est bon pour la commune.

Pensez-vous que ce mode de fonctionnement puisse être possible dans une petite commune de ce type ?

Je pense qu'Albitreccia n'est pas une petite commune, mais une grosse commune. Je crois que la meilleure façon de savoir quels sont les besoins de Monterossu, ceux de Molini ou d'Agosta, c'est de consulter les gens, et de le faire de façon institutionnalisée et régulière.

■ **A.F**

Jean-François Baccarelli : «Bastia doit se retirer de la communauté d'agglomération»

Jean-François Baccarelli est en lice, cette année encore, pour les élections municipales à Bastia, sous l'étiquette de l'Alliance Ecologiste Indépendante. Homme de terrain à l'année, ce dernier s'illustre par des prises de position quelquefois étonnantes, notamment sur l'immigration, ou la communauté d'agglomération. Mais en tant qu'écologiste, Jean-François Baccarelli veut aussi et surtout défendre les derniers espaces verts de Bastia et lutter contre ce qu'il appelle un «urbanisme anarchique».

Jean-François Baccarelli, vous êtes le candidat écologiste pour ces municipales à Bastia. Pourquoi avoir fait le choix de l'Alliance Ecologiste ? Et que pensez-vous du rapprochement d'Europe Ecologie Les Verts avec François Tatti ?

Le choix de l'Alliance Ecologiste s'est fait naturellement. J'ai tout de suite été séduit par le discours. Je n'ai absolument rien contre Europe Ecologie Les Verts. D'autre part, je n'ai à porter aucun jugement sur l'alliance entre EELV et François Tatti. C'est un parti majeur, et ils font ce qu'ils veulent. Dans cette campagne, et plus globalement dans ma logique, je me refuse de critiquer les autres. Je m'intéresse aux autres en revanche, lorsqu'ils ont de bonnes propositions.

Politiquement, vous avez un programme qui est socialement et écologiquement de gauche, et pourtant, sur certaines thématiques, comme l'immigration, vous paraissez pencher fortement à droite. Vous vous situez où concrètement ?

Au niveau de l'immigration, puisque vous me posez la question, ma position est claire et nette depuis des années. Si c'est pour subir une immigration qui nous impose une quelconque religion ou culture, je le dis très clairement, c'est non ! Par contre, je le dis tout aussi clairement, je suis contre le racisme. En Corse, l'immigration n'est pas une chose nouvelle. Mais il y a toujours un socle commun autour d'une certaine culture. Là où je ne suis pas d'accord, c'est lorsque certaines personnes veulent imposer leur propre culture.

Votre réflexion est donc franchement marquée à droite à ce ni-

veau là. Ne craignez-vous pas que ce discours puisse gêner certains de vos électeurs ?

Peut-être. Mais je vais vous dire une chose. Je suis écologiste. Il y a de bonnes propositions à gauche, mais aussi à droite. Le problème de l'immigration n'est pas réservé qu'à la seule droite. Il en est de même par ailleurs de l'écologie. Et vous le voyez très bien. Dans cette campagne qui est menée actuellement sur Bastia, tout le monde parle d'écologie. Et tout le monde a le droit de le faire bien entendu. Mais pour en revenir à l'immigration, franchement, je ne vois pas en quoi mes propos peuvent choquer. Et d'ailleurs, je le redis et répète. Je ne suis pas contre l'immigration, il n'y a pas de soucis là-dessus. Mais je ne veux pas qu'on m'impose quoi que ce soit.

A propos de Bastia à présent, comment ressentez-vous cette ville ?

Ecoutez. Sò Bastiacciu... J'ai 48 ans. Ce que j'aimerais, c'est revoir Bastia comme j'ai pu le vivre par le passé. Il fut un temps, où c'était une ville où l'on pouvait circuler en toute sécurité, où il faisait bon vivre. Dans un premier temps, je crois qu'il faut stopper l'urbanisation anarchique de cette ville. Il y a encore des poumons verts à Bastia. Il y a le poumon vert de Saint-Antoine, celui du Macchio. Je veux qu'on les préserve. Je veux que Bastia reste un village, tout en se développant bien entendu. D'autre part, je ne veux pas que Bastia devienne une banlieue.

Qu'entendez-vous par banlieue ? Aujourd'hui, nous n'arrivons même plus à faire la différence entre Bastia, Furiani, Biguglia, Borgo. D'autre part, je suis contre la communauté d'agglomération. Alors



qu'on a réclamé pendant des années, la dissolution des conseils généraux, je ne vois pas aujourd'hui, concrètement, à quoi sert une communauté d'agglomération. Je vais vous dire pourquoi. Il fut un temps où Bastia avait un service des Sports. Aujourd'hui, tout a été transféré à la communauté d'agglomération. Si demain je devais être élu maire de Bastia, je réfléchirais très sérieusement à la possibilité de retirer la ville de la Cab.

Il me semble que cela est impossible. La loi permet-elle cela ? Je ne pense pas.

Ecoutez, comme je l'ai dit tout à l'heure. Les lois, on les fait, et on les défait. Je rappelle aussi que Bastia est une ville de 40.000 habitants. Je vous pose la question : pourquoi y-a-t-il tant d'élus à la communauté d'agglomération ? Dans ce cas, nous pourrions faire les choses encore plus simplement. Dans cette logique, autant ne plus élire de maire à Bastia, ni à Pietranera, ou encore à Biguglia... Et faisons une grande communauté d'agglomération. Dans ce cas, je suis d'accord avec vous...

Pourtant, même les plus petites communes doivent aujourd'hui appartenir à une communauté d'agglomération. C'est une obligation.

C'est peut-être une obligation, mais je ferai tout, demain, pour

que notre ville reprenne un maximum de compétences. Cela fait des semaines que de nombreux citoyens bastiais me font remarquer, à propos de la collecte des déchets, que le travail est mal fait. Alors j'appelle la mairie, et là on me répond que c'est la Cab. Ensuite, j'appelle la Cab, et là on me renvoie vers la mairie. Enfin, on vient me dire que c'est la faute du Syvadec. Pourquoi cette surmultiplication des institutions ? Les gens en ont vraiment marre. Je crois qu'il y a deux institutions essentielles, ce sont les mairies et l'assemblée de Corse. Le reste...

En 2008, au second tour, vous avez appelé à voter Emile Zuccarelli. Dans l'hypothèse où vous serez absent au second tour cette année, qu'en sera-t-il ?

C'est vrai que j'avais appelé à voter Emile Zuccarelli, mais je tiens à préciser qu'il avait pris en compte une vingtaine de propositions. De plus, à l'époque, aucun autre candidat ne nous avait contacté. Certaines réalisations ont abouti, comme le parc à Montesorro et le parc à Paese Novo. Et puis à l'époque, le contexte était différent. Il était important que la politique de Nicolas Sarkozy soit sanctionnée sur l'ensemble du territoire. Emile Zuccarelli avait été le seul à nous avoir contacté et à avoir pris en compte certaines de nos considérations. A partir de là, nous avons voté à gauche.

ICN Informateur Corse Nouvelle

Société d'édition : CORSICAPRESS EDITIONS SAS
Résidence Empereur - 4, rue Impératrice Eugénie
20200 Bastia - ☎ 04 95 32 92 35

www.corse-information.info

Directeur de la publication et de la rédaction :
Paul Aurelli ☎ 04 95 32 89 95

✉ journal@corse-information.info

Conseiller éditorial : Jean Bozzi

Conseiller "Vie locale" : Philippe Giammari

Conseiller "Diaspora" : Christian Gambotti

Conseiller "Cultura e lingua Corsa" : Roland Frias

● Rédaction/Annonces légales/Abonnements :

1, rue Miot (2^{ème} étage) 20200 Bastia

Rédaction ☎ 04 95 32 04 40 ☎ 04 95 32 89 95

✉ journal@corse-information.info

Annonces légales : ☎ 04 95 32 89 92

✉ al@informateurcorse.com

Abonnements : ☎ 04 95 32 89 97

✉ icn-abonnement@orange.fr

● Bureau d'Ajaccio (adresse correspondance) :

21, cours Napoléon BP 30059

20176 Ajaccio cedex 1 - ☎ 04 20 01 49 84

✉ journal@corse-information.info

● Bureau de Paris (adresse correspondance) :

✉ journal@corse-information.info

● Comité de rédaction :

Paul Aurelli, Jean Bozzi, Christian Gambotti,
Philippe Giammari, Roland Frias

Avec la collaboration de : Jeanne Bagnoli, Angèle Benedetti, Frédéric Bertocchini, Feli Filippi, Véronique Franchi, Marie Gambini, Jean-Toussaint Leca, Toussaint Lenzi, Florent Lenzi, Michel Maestracci, Julien Maestracci, Giacumu-Andria Mela, Jacques Paoi, David Raynal, Jean-Claude de Thandt et d'Antoine Asaro

● Relations extérieures/Régie de la publicité

Promotion/événements/Éditions thématiques :

Ajaccio ☎ 04 20 01 49 84 • Bastia ☎ 04 95 32 89 96

✉ jfa@corse-information.info

Impression : AZ Diffusion - ZI Pastorecchia -

Lot. Freymouth 20600 Bastia

Dépôt légal Bastia (à date de parution)

PAO : Studio ICN Bastia - Maquette avec la

collaboration d'Olivesi Graphique 20000 Ajaccio

CPPAP 0314188773 - ISSN 2114-009

Président de CORSICAPRESS EDITIONS SAS : Paul Aurelli

Président du Comité de surveillance : Pierre Pugliesi

Vice-Président : Jérôme Fabro-Aurelli

Membres : Gérard Alexandre, Jean-Noël Amadei,
Jean Bozzi, Christian Gambotti, François Ristorcelli

ICN Informateur Corse Nouvelle® est membre du SPHR/Syndicat de la Presse Hebdomadaire Régionale L'Informateur Corse® a été fondé par Louis RIONIT, Corse Nouvelle® fondée en 1948 et La Semaine Corse® fondée en 1969 sont protégées par l'antériorité et les dépôts. Toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'autorisation expresse et écrite de l'éditeur® (Loi du 11 mars 1957).

ICN Informateur Corse Nouvelle est habilité à la publication des annonces légales et judiciaires pour les départements de la Corse-du-Sud et de la Haute-Corse (Arrêtés préfectoraux). Le prix pour 2014 de la ligne est fixé à 4,04 € HT (Arrêté ministériel). Les conditions de tarifications au lignage et les définitions correspondantes sont communiquées sur demande à : gestion@corsicapress-editions.fr

Investissement locatif : la valse des lois de défiscalisation

Acheter un logement pour le louer a toujours été considéré comme un investissement rentable à long terme. Désireux d'encourager les propriétaires dans cette voie afin de fluidifier le marché immobilier, l'État a mis en place une panoplie de lois de défiscalisation allégeant les charges de ces nouveaux bailleurs.

Malraux, Bouvard, Duflot... : à chacun de ces noms correspond un régime fiscal privilégié pour l'investissement locatif... et autant de chances de trouver celui qui vous convient!

La protection du patrimoine récompensée

Dans le secteur immobilier, comme ailleurs, il y a des situations particulières qui, si elles comptent pour de simples grains de sable sur le plan statistique, représentent en réalité de potentielles bonnes affaires. C'est le cas de la rénovation d'un immeuble ancien situé dans une zone patrimoniale protégée, dans le cadre de la défiscalisation Malraux (1962).

Cette loi prévoit que le propriétaire qui effectue une restauration complète de ce bien bénéficie d'une réduction d'impôts, au titre du coût du chantier, de 22 à 30 % du montant des travaux pendant 3 voire 4 ans, dans la limite annuelle de 100.000 € de travaux. Il doit pour cela s'engager à louer l'immeuble en non meublé, pendant 9 ans, dans les 12 mois à compter de l'achèvement des travaux.

Le bon plan du meublé

Avec sa fiscalité très attractive et un contrat de bail réduit à un an, le statut de locateur en meublé fait miroiter de sérieux atouts. D'autant plus qu'il n'entre pas dans le champ du décret sur l'encadrement des loyers, reconduit jusqu'à l'été 2014.

Ce dispositif concerne l'achat d'un ou plusieurs biens neufs ou anciens, destinés à être loués meublés, c'est-à-dire équipés d'un lit, d'une gazinière ou de plaques chauffantes, d'un réfrigérateur et d'ustensiles de cuisine... Attention, dans certaines

agglomérations, une autorisation du préfet est nécessaire.

Si la somme des loyers perçus est inférieure à 23.000 € TTC par an et représente moins de 50 % de votre revenu global, vous êtes locateur meublé non professionnel (LMNP). Au-delà, vous êtes considéré comme un professionnel (LMP) et êtes soumis aux obligations des entreprises. Dans les deux cas, ce régime fiscal vous permet de déduire de vos revenus locatifs les charges liées à votre investissement (intérêts d'emprunt, taxes...) et ses amortissements. En tant que professionnel, ces revenus sont également exclus de l'impôt sur la fortune et la TVA payée sur l'achat du bien peut être remboursée.

Une variante du dispositif des non-professionnels, désignée LMNP Bouvard, prévoit un régime fiscal spécifique dans le cas des locations meublées de biens neufs en résidence de service (pour étudiants, personnes âgées ou handicapées ou encore pour les résidences de tourisme classées). Pour au moins 9 ans de location, la réduction d'impôt est alors de 11 % du prix du bien, dans une limite de 300.000 € d'investissement, étalée sur la même période. La TVA est également récupérable par l'acheteur.

Duflot, un dispositif social

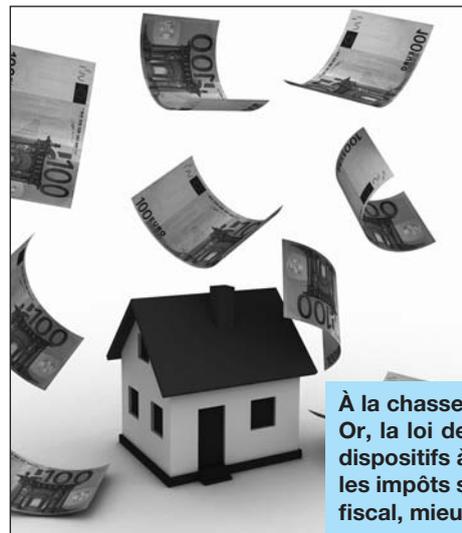
Au cœur de l'investissement locatif se trouve désormais le dispositif Duflot, qui a remplacé la loi Scellier, depuis le 1^{er} janvier 2013. La mesure cible l'achat d'un logement neuf, en l'état futur d'achèvement ou à construire, respectant la réglementation thermique RT 2012 ou bénéficiant du label BBC 2005, pour ceux qui ne sont soumis au respect de cette réglementation. L'habitation doit être située dans une zone géographique dans laquelle il existe un déséquilibre entre l'offre et de la demande de logements. La



commune de résidence doit, autrement dit, être classée en zone A, A bis – comprenant notamment Paris –, B1 – à savoir des villes de plus de 250.000 habitants comme Grenoble, Marseille, Toulouse... – ou B2 (dans des cas limités). Le bien doit également être loué nu, comme résidence principale, dans les 12 mois et pour au moins 9 ans.

Le dispositif Duflot se veut avant tout social. C'est pourquoi il permet au propriétaire de bénéficier d'une réduction d'impôt de 18 %, répartie sur neuf ans, dans la limite de 300.000 € d'investissement, en contrepartie d'un loyer obligatoirement inférieur de 20 % au marché et de l'application d'un plafond de ressources pour le locataire (plus de 54.000 € pour un couple en zone A). Le tout dans le cadre d'un prix de revient du logement plafonné par mètre carré habitable.

Il faut, enfin, noter qu'un volet Outre-mer est venu remplacer les anciens dispositifs incitant à investir dans le logement des îles françaises. Le cadre général est alors le même que celui appliqué en métropole. En revanche, la réduction d'impôt atteint ici 29 % du prix de revient.



À la chasse au bien immobilier, tout est affaire de calculs comptables. Or, la loi de finances complique encore l'addition en soumettant ces dispositifs à un plafonnement global des niches fiscales (10.000 € pour les impôts sur le revenu de 2013). Pour s'y retrouver dans ce labyrinthe fiscal, mieux vaut alors faire appel à un spécialiste.

Le logement social, un achat à prix réduit

Vendu en dessous des prix du marché, le logement social peut être une bonne opportunité d'accéder à la propriété. À certaines conditions du moins.

Il n'est pas rare qu'un organisme d'habitations à loyer modéré – comprenez les gestionnaires publics ou privés de HLM – mette en vente des immeubles entiers dans le cadre d'une restructuration ou d'un recentrage de son parc locatif social. C'est notamment le cas dans certaines régions où cette offre est supérieure à la demande, entraînant l'inoccupation de nombreux appartements. Pour les personnes désireuses d'acquérir un bien à moindre coût, c'est une occasion à saisir. Selon les dernières données du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, 13.200 logements ont ainsi été vendus à des particuliers en 2012.

tentiels, il ne faut cependant pas en faire une généralité. Le parc de logements sociaux est vaste et hétéroclite. Un peu moins d'un quart de ces habitations seulement (23,2 % en 2012) sont situées en zone urbaine sensible. On trouve donc également des pavillons résidentiels coquets et des appartements où il fait bon vivre.

Dans tous les cas, les logements concernés doivent respecter des normes minimales d'habitabilité et être en bon état. Les biens qui présentent de graves défauts d'entretien ou qui, non conformes aux règles de sécurité, seraient alors susceptibles d'entraîner des



ainsi que le montant de la taxe foncière applicable.

Un ordre de priorité

En tant que logements locatifs attribués sous condition de faibles ressources financières, il est bien évident que leur mise en vente reste strictement encadrée par le législateur. Un bien social loué ne peut être cédé qu'à son occupant. En revanche, la marge de manœuvre est plus large concernant les logements vacants. Ces derniers doivent d'abord être proposés à l'ensemble des locataires de l'organisme HLM vendeur, par le biais d'un affichage et de la publication de l'annonce dans deux journaux diffusés dans le départe-

ment. Si aucun acheteur prioritaire ne s'est manifesté dans un délai de deux mois, l'offre de vente peut être élargie à tout un chacun. L'intérêt pour un acquéreur lambda est évidemment de pouvoir accéder à la propriété à moindre coût puisque la loi impose au bailleur social de vendre le bien en dessous des tarifs du marché. Le prix de vente doit alors être compris dans une fourchette ne dépassant pas les 35 % au-dessus ou en dessous de l'évaluation réalisée par le trésorier-payeur général.

Pour accéder aux offres de ventes de logements sociaux, rendez-vous sur les sites internet des organismes d'habitation à loyer modéré de votre département.



Des logements contrôlés

La loi restreint ce type de vente particulier aux habitations entrées dans le parc HLM depuis plus de dix ans. Il peut aussi s'agir de biens neufs cédés dans le cadre du nouveau dispositif Duflot sur l'investissement locatif. Si certaines barres d'immeubles vétustes implantées dans des quartiers houleux n'ont pas de quoi faire rêver les acheteurs po-

charges financières ultérieures trop lourdes à supporter pour les occupants, sont d'ailleurs tout bonnement exclus de la vente.

De plus, les organismes vendeurs doivent fournir, avant la cession, différents documents d'information tels que le montant des charges locatives et de copropriété des deux dernières années, un récapitulatif des travaux réalisés sur les parties communes durant les cinq dernières années



La location-accession

Le locataire d'un logement social peut également devenir propriétaire de son domicile via la location-accession.

- une acquisition progressive : le locataire paie une redevance dont une fraction correspond à un loyer, tandis que l'autre partie est réservée à la constitution de son apport personnel pour cette future acquisition qu'il peut réaliser à tout moment durant un délai convenu.
- un prix modéré : un prix maximum de vente au mètre carré s'applique et varie en fonction de la zone géographique.
- un financement adapté : outre les crédits habituels, le locataire bénéficie du prêt d'accession sociale permettant de percevoir des allocations logement mais aussi certains avantages du PTZ+ sans condition de performance énergétique.

Se préparer au pire

■ Véronique Franchi

Accident grave, maladie dégénérative... Dans la vie, tout peut arriver. Pour faire respecter votre volonté et protéger votre patrimoine, vous pouvez prendre des décisions dès aujourd'hui.

Risques de la vie, risques professionnels, risques pour ses animaux, aujourd'hui on s'assure contre tout et n'importe quoi! Toutefois, à contre-courant de cette tendance à la surprotection, peu de personnes ont connaissance des dispositions légales qu'elles peuvent prendre pour anticiper de graves problèmes de santé. Une enquête réalisée l'an dernier par TNS Sofres sur l'Alzheimer a ainsi révélé que si une très large majorité des sondés souhaitaient pouvoir régler, tant qu'ils en avaient la capacité, les questions médicales, financières et juridiques, la plupart ignoraient quelles solutions s'offraient à eux. Ils sont ainsi 54 % à avoir vaguement entendu parler de la désignation d'une personne de confiance; 42 % à être informés sur les directives anticipées et seulement 39 % à connaître le mandat de protection futur. Or ces dispositifs, entre autres options, peuvent sécuriser votre parcours à venir.



Exprimer sa volonté

Le testament constitue la première protection d'un individu puisqu'il permet de régler sa succession ainsi que des questions d'ordre personnel: tuteur des enfants en cas de décès, organisation des obsèques, indications de fin de vie...

Dans ce dernier cas, une loi de 2005 a par ailleurs reconnu une valeur légale aux « directives anticipées ».

Il s'agit d'une déclaration écrite par laquelle la personne précise ses souhaits concernant l'acharnement thérapeutique dans l'hypothèse où elle serait atteinte d'une affection grave et incurable, en phase avancée ou terminale et ne serait donc plus en capacité d'exprimer cette volonté.

À l'inverse d'un testament, qui est valable tant qu'il n'a pas été révoqué, ces directives anticipées doivent avoir été rédigées depuis moins de trois ans pour être prises

en compte par le médecin. Dès lors, leur contenu prévaut sur tout autre avis non médical, y compris celui de votre famille ou de votre « personne de confiance ». Enfin, ce document peut être modifié à tout moment, en rédigeant une autre version.

Un choix de confiance

En cas d'incapacité physique ou mentale d'agir, il est également souhaitable de déléguer certains pouvoirs à d'autres. C'est l'objet de la désignation d'une « personne de confiance », faite le plus souvent à l'occasion d'une hospitalisation. Si vous en êtes incapable, l'individu ainsi choisi – il doit être d'accord – exprimera votre volonté à votre place au médecin. Ce n'est cependant qu'un avis consultatif limité à vos soins médicaux.

Quant à la gestion de votre patrimoine, une procuration sur vos

comptes peut permettre à votre bénéficiaire d'effectuer un certain nombre d'opérations bancaires stipulées lors de la signature à la banque (dépôts, retraits, virements, émission de chèques...). Néanmoins, cette procuration cessera d'être valide dès lors que votre incapacité mentale sera avérée.

C'est pour pallier cette faille qu'a été créé le « mandat de protection future » que vous pouvez établir dès aujourd'hui mais qui ne prendra effet que le jour où un médecin habilité aura constaté votre inaptitude. Votre mandataire pourra alors gérer votre patrimoine et prendre les décisions afférentes à votre santé, selon ce que vous avez prévu dans l'acte. Sachez toutefois que si vous rédigez ce mandat sous seing privé, votre mandataire ne sera autorisé qu'à administrer vos biens, tandis qu'en passant par un acte notarié, vous pourrez lui déléguer des pouvoirs plus larges dont celui de vendre. Le tout, bien entendu, sous le contrôle du notaire et du juge des tutelles qui veilleront au respect de vos intérêts.

Liens utiles

Le testament

Le notaire le plus proche vous recevra gratuitement pour vous conseiller sur la rédaction d'un testament olographe (écrit de votre main). Si ce document ne respecte pas certaines règles, il n'aura en effet aucune valeur.

Les directives anticipées

Des formulaires à compléter sont téléchargeables sur www.ameli.fr et sur le site de l'Association pour le droit à mourir dans la dignité (plus détaillé): www.admd.net.

La personne de confiance

Des formulaires sont accessibles sur les sites internet de différents hôpitaux.

Le mandat de protection future

Une notice complète d'information est disponible sur le site: www.vosdroits.service-public.fr, rubrique Famille, Protection juridique des personnes. Les conseils d'un notaire sont utiles pour établir ce document.



a Radiò di a Corsica

Alta

frequenza

CALVI 87.9 - PORTI VECHJU 93.7
BUNIFAZIU 101.2 - AIACCIU 103.2
BASTIA 98.9 - CORTI 104
www.alta-frequenza.com

Gilles Simeoni : «La démocratie au cœur de l'action et de la vie communale»

Les dernières enquêtes d'opinion le donnent vainqueur sur Bastia. Mais de peu. Autant dire que rien n'est joué dans la capitale du nord, où la bataille fait rage dans une campagne électorale qui prend quelquefois des tournures assez violentes lors des différents meetings, conférences de presse, mais aussi sur les réseaux sociaux. Le nationaliste modéré Gilles Simeoni reste quant à lui serein. Ce dernier se revendique d'un nationalisme ouvert et progressiste, et entend «ramener la démocratie» dans la ville de Bastia.

Gilles Simeoni, vous êtes un nationaliste modéré, et les récentes enquêtes d'opinion vous placent en tête des intentions de vote à Bastia. Cela veut-il dire qu'aujourd'hui, les nationalistes sont devenus politiquement corrects et qu'ils n'inspirent plus la crainte chez certains électeurs ?

Je suis effectivement nationaliste corse, au sens donné à ce mot par l'usage commun, dans le cadre de l'histoire contemporaine de la Corse. C'est-à-dire que, au cœur de mon engagement politique, il y a la conviction qu'il existe un peuple corse, qui forme une communauté originale, ouverte, vivante, capable d'intégrer toutes celles et tous ceux qui arrivent sur cette île et qui décident d'y construire leur vie.

Mon engagement est donc avant tout au service de ce peuple et de ses intérêts collectifs. Maintenant, comme je l'ai toujours dit, le terme «nationaliste» est aussi connoté, notamment par rapport au jeu politique français, ou à l'histoire européenne. Bien évidemment, je ne me reconnais pas du tout dans les dérives xénophobes, racistes, que la théorie du «nationalisme» a pu véhiculer.

Nationaliste «ouvert»

Vous représentez donc un nationaliste «ouvert» ?

Oui. La volonté de démocratie est consubstantielle de ma conception de l'engagement politique. Je crois que fondamentalement la Corse a besoin aujourd'hui que ceux qui s'engagent en politique recherchent les voies et les moyens d'avancer ensemble.

C'est indispensable et un signe d'espoir très fort. En Corse, plus qu'ailleurs, l'espoir est quelque chose de contagieux. Nous avons

la volonté, en permanence, et sans rien cacher de nos convictions, d'aller à la rencontre des autres, d'aller à leur écoute et de trouver des points communs, les plus nombreux possible, pour avancer de façon concrète.

La famille nationaliste a su se réunir à Ajaccio pour le prochain scrutin. Mais pas ailleurs. Pourquoi cela n'a pas été le cas à Bastia par exemple ?

Comme on le sait, le nationalisme est aujourd'hui organisé en deux courants qui ont des stratégies différentes. Cela me semble très clair.

Partisans de l'action démocratique

Il y a bien sûr la question du soutien de la lutte armée, qui est un élément constitutif de l'identité de Corsica Libera, alors que nous, de notre côté, nous disons clairement que nous sommes des partisans de l'action démocratique.

Mais au-delà de cette distinction, je crois qu'on peut aussi y trouver des références dans le rapport à la société corse.

Donc forcément, le plus souvent, sur le terrain électoral, les deux courants se présentent de façon séparée. Ceci étant, les élections municipales sont aussi des élections de proximité et il peut y avoir des circonstances de politique locale au plan humain, ou politique, qui font qu'il peut y avoir des rapprochements.

Mais cela n'existe pas seulement au travers le courant nationaliste. Je rappelle par exemple qu'à Ajaccio toujours, Simon Renucci a sur sa liste, et ce dès le premier tour, des nationalistes et des indépendantistes.



Maintenant, même si il y a deux courants du nationalisme, je crois qu'il est important de dire aussi qu'il y a un fond commun, comme l'attachement à ce peuple. Il y a surtout la volonté d'inscrire nos rapports dans une vision plus large.

Nous, nous pensons fondamentalement qu'aujourd'hui, en Corse, il y a une recomposition du paysage politique. D'un côté, nous trouvons les conservateurs, qu'ils soient de gauche ou de droite, et de l'autre côté nous trouvons les progressistes. Et parmi les progressistes, nous trouvons bien évidemment les nationalistes.

Nous souhaitons bien entendu que dans cette démarche progressiste, Corsica Libera, l'autre branche du nationalisme, prenne toute sa part.

Nous ne posons pas les conditions politiques de nos rapports en terme d'exigences, de préalables, mais nous pensons profondément que la société corse aspire à la démocratie, et donc qu'il appartient aussi aux mouvements clandestins et aux mouvements publics de prendre la mesure de cette attente de la société corse, et de faire sa part de chemin.

Pour en revenir plus concrètement au débat municipal qui

nous intéresse, comment pourriez-vous définir la ville de Bastia aujourd'hui ?

Bastia, d'abord, c'est notre ville. C'est ma ville. Elle a des atouts exceptionnels, un potentiel formidable. Je pense qu'au soir du second tour des élections municipales, si nous sommes au rendez-vous de l'histoire - et je crois que nous le serons - nous allons mettre en œuvre une dynamique de progrès qui fait que nous allons enfin optimiser au mieux nos atouts.

Changer la méthode à Bastia

Que faut-il changer à Bastia ?

D'abord, il faut changer la méthode. Je crois qu'au-delà des programmes, qui souvent d'ailleurs se ressemblent assez largement, il faut se poser la question suivante : qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui, cela n'a pas bien fonctionné ?

Je pense, tout simplement, que c'est la faute à un système qui est en place. Je le dis clairement, ce système est incompatible avec le fonctionnement démocratique, incompatible avec le développement économique, et incompatible avec le respect de la dignité des gens.

Notre première exigence est donc de placer la démocratie au cœur

de l'action et de la vie communale. Si l'action démocratique irrigue tous les choix et tous les fonctionnements, ensuite il faudra décliner toutes nos propositions, et ce dans tous les domaines : développement économique, circulation, stationnement, amélioration du cadre de vie, attribution des logements sociaux, relance du commerce en centre-ville, etc...

Mais tout cela ne peut prendre du sens qu'à partir du moment où nous nous inscrivons dans une démarche qui est fondamentalement ouverte. En gros, en rupture avec un système qui est en place depuis cinquante ans.

Pour l'alternance

Je rappelle, alors que nous parlons beaucoup les uns et les autres de démocratie, que l'une des premières expressions fortes de la démocratie, c'est l'alternance. Aujourd'hui, il y a peut-être deux

pays, ou deux lieux, où depuis 50 ans nous trouvons le même pouvoir en place, c'est à Bastia, et à un autre niveau en Corée du Nord. Ceci en forme de boutade, bien entendu, afin de dire que le changement est aujourd'hui nécessaire et indispensable. Une majorité de Bastiais le souhaite et cela apparaîtra clairement dans les résultats de ce scrutin.

Si vous êtes élu maire, comment comptez-vous gérer le rapport entre la ville de Bastia et la communauté d'agglomération, notamment au niveau des partages de compétences ?

Parmi les exigences de démocratie, il y a bien entendu le fonctionnement interne. De la mairie, c'est bien sûr, en premier lieu, le respect de tous les personnels, qu'ils soient de la ville ou de la Cab. Je tiens à le dire ici, car du côté du camp adverse, on se complait à colporter des rumeurs selon lesquelles

nous serions dans une logique vindicative. Absolument pas !

C'est une évidence pour nous. Tous les personnels de la ville et de la Cab méritent le respect le plus absolu. Ils ont des droits, des devoirs. Les employés ne sont pas au service d'un maire ou d'une équipe municipale, ils sont au service de la collectivité publique qui les emploie. Dans un deuxième temps, je vous rappelle que nous avons été exclus pendant six ans de la Cab, puisque l'ancienne majorité avait fait le choix de ne pas représenter 45% des Bastiais.

C'est-à-dire l'opposition. En ce qui nous concerne, nous ne traiterons pas, si nous sommes en situation d'exercice des responsabilités, la future opposition comme nous avons été traités. L'opposition a des droits et notamment celui d'être représentée dans toutes les instances. Enfin, je crois que la Cab, comme la ville, a besoin d'un

fonctionnement démocratique et équitable.

La Cab ne doit pas être phagocytée par telle ou telle commune. Il y a cinq communes au sein de la communauté d'agglomération de Bastia. Chaque commune, et ce quelle que ce soit sa couleur politique, doit avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs. C'est dans cet esprit là que nous allons travailler avec aussi une contrainte financière qui risque de nous être imposée. Nous allons engager un audit dès que nous serons aux responsabilités, mais nous savons d'ores et déjà que les choix qui ont été faits par l'ancienne majorité ont conduit la Cab dans une situation financière extrêmement difficile, puisque sa marge d'autofinancement est aujourd'hui dérisoire et que son endettement est passé, en cinq ans, de 6 millions à 36 millions d'euros.

■ A.F

Marie Thé Olivesi : Une femme ancrée dans sa commune

Marie Thé, comme on l'appelle dans sa cité, avait réuni 661 voix sur son nom lors des municipales de 2008. Aujourd'hui, San Nicolao, avec 1850 habitants, est la commune la plus peuplée de la Costa Verde. Moriani Plage, la tendre cité balnéaire est devenue chef lieu de canton. Une telle réussite mérite d'être soulignée, c'est peut être pour cette raison qu'aucune liste d'opposition n'a vu jour aujourd'hui. Nous avons essayé de comprendre quelles étaient les motivations qui poussaient Marie Thé Olivesi à s'investir dans une seconde mandature.

Pourquoi vous présentez-vous une nouvelle fois ?

Plusieurs raisons me poussent à me représenter aujourd'hui. La première, c'est que je suis réellement ancrée dans ma commune et je que je n'ai pas fini le travail entamé. En fait, dans une commune, on n'a jamais fini.

Ensuite, pour certaines personnes, j'ai eu cette mairie en héritage. Je ne peux pas faire oublier la personne qui a donné l'élan à San Nicolao, mais je veux montrer que je suis capable d'exister et pas seulement à travers elle.

Quelle va être votre touche personnelle ?

Dans la liste que je vais conduire, la moyenne d'âge est de quarante-trois ans. J'espère que dans le groupe il y a des femmes et des hommes qui émergeront, histoire de faire revenir des jeunes en politique. Il y a un tel désintérêt pour la chose publique.

Et puis, j'ai lu dans un média local que seulement treize femmes étaient maires, dont quatre pour des communes de plus de mille habitants. Donc si je peux continuer à montrer qu'une femme peut réussir dans la vie

publique, en Corse, pourquoi pas ? En fait, le mandat de maire est le plus intéressant, car on a la main sur les projets du début à la fin.

Le travail accompli est perceptible à travers votre bilan. Pouvez-vous le présenter ?

Les investissements de la mandature ont porté sur le patrimoine naturel et culturel avec, par exemple la restauration de notre église paroissiale, l'une des belles du baroque. Pour ce qui est de l'urbanisme et du territoire, nous avons révisé le PLU (Plan Local d'Urbanisme) qui met notamment en exergue le choix des élus et de la population de sauvegarder et de valoriser les espaces naturels ainsi que les paysages remarquables.

L'école, qui a toujours fait l'objet d'une priorité pour les enfants, tout en nous adaptant aux attentes des parents et des enseignants.

Le secteur associatif n'a pas été oublié car les associations sont porteuses d'innovation et de lien social. Depuis août 2013, nous avons lancé le festival Padul'ella, premier festival de voix féminines.

Et, dans ce bilan, figure aussi des opérations lancées par la mandature

précédente et que nous avons amenées à leur terme comme l'aménagement du mémorial dédié à Pascal Paoli, la création d'une salle polyvalente ou les quatre logements communaux.

Défendre l'esprit communautaire

A présent comment vont s'orienter vos projets ?

Le projet de notre mandature s'inscrit dans la continuité de l'action communale menée depuis dix ans. Nous proposons un développement plus solidaire, ancré territorialement au sein de la Communauté de Communes. Pour ce qui est du cadre de vie, nous voulons renforcer la sécurité de la circulation piétonne et intégrer de nouveaux aménagements paysagers, mais aussi mettre en place un Agenda 21 scolaire.

Pour recréer du lien social, nous allons continuer de valoriser le tissu associatif et de redynamiser les hameaux. Au niveau sportif, nous allons œuvrer pour créer un véritable pôle sportif. Enfin, nous allons ré-



pondre aux besoins de santé sur le territoire, par la création d'une maison de santé pluridisciplinaire. Mais, la priorité ça reste encore l'école et les enfants.

Et quelle sera votre position dans la communauté de communes ?

Nous serons là pour défendre l'esprit communautaire, relever des défis importants mais aussi pour défendre les intérêts des habitants de notre commune. Je profite de l'occasion pour préciser que nous allons optimiser la diffusion et le partage des informations et promouvoir la communication par une concertation des habitants sur les projets de la commune.

■ Julien Maestracci

Michel Rossi : Un devoir envers le territoire où j'ai passé mon enfance

Ville di Pietrabugno, tel un jardin aux portes de Bastia, tourne une page. Jean Baggioni, son maire depuis 1965, ne se représente plus au suffrage de ses électeurs. Dans cette commune à la naissance du Cap Corse, ce retrait de la scène publique constitue un véritable événement. Après son mandat local, le jeune maire de l'époque avait gravi les échelons du monde politique jusqu'à devenir président du conseil exécutif de l'assemblée de Corse (1992-2004) et député européen. Aujourd'hui, le relais passe dans les mains de Michel Rossi, jusqu'alors premier adjoint. Mais pas que... Il a été en son temps le bras droit du président du conseil exécutif et en cela, il s'est construit une sérieuse expérience dans le domaine de la vie publique.

Michel Rossi, allez-vous poursuivre le travail effectué par votre prédécesseur ou allez-vous imposer votre griffe ?

Prendre le relais après cinquante ans de présence de Jean Baggioni à la tête de la mairie, avec les résultats qu'il a obtenus, ça n'est pas simple et je trouve même que c'est un peu risqué. On ne manquera pas de me juger, de me comparer.

S'il a pu être au «four et au moulin» pendant toutes ces années, c'est qu'il avait l'âme d'un patron. Il bénéficiait aussi de son expérience à la tête de la région.

Moi, je suis conscient de ne pas posséder les mêmes armes que lui, la même expérience, les mêmes caractéristiques mentales et intellectuelles, sauf que j'adhère totalement à sa façon d'administrer la commune.

Je résumerai sa façon de gérer la ville par quatre mots : rigueur, tolérance, écoute, compétence. Je prends comme un honneur le fait que Jean Baggioni ait pensé que je pouvais poursuivre le travail effectué. Mon objectif c'est capitaliser et faire aussi bien.

Un maire se doit aussi d'être le chef d'une équipe. Quels ont été les critères constitutifs de cette liste ?

J'ai une totale confiance avec celle qui va m'entourer pour cette élection. Quand nous avons commencé à la constituer, les points essentiels portaient sur la disponibilité des personnes, leurs compétences, leur origine géographique et bien sûr l'intérêt pour la commune et son devenir. Comme vous le constatez, ça n'est pas une démarche qui se situe dans le cadre d'un héritage.

D'ailleurs, en politique, l'héritage n'existe pas. C'est plus une parole donnée, un devoir envers le territoire où j'ai passé mon enfance, là où j'ai mes racines. Le côté attachement à la terre, aux gens qui y ont vécu, mes grands-parents, mes amis.

Impulser une dynamique pour le loisir nature

Qu'aimeriez-vous réaliser de particulier pour votre commune ?

D'abord, ce que mon prédécesseur n'a pas eu le temps de terminer. Je



pense à l'embellissement du cadre de vie, à la mise en valeur de ce que j'appelle le «jardin de Bastia». J'aimerais, si je suis élu, impulser une dynamique pour le loisir nature.

Dans ce cadre, il faudrait travailler avec la CAB et l'office du Tourisme de la communauté d'agglomération. Les écoles sont super bien équipées, mais il faudra toujours améliorer dans ce domaine.

Il y a aussi la petite enfance, avec l'idée de créer une crèche, des haltes garderies.

Par contre pas de projets irréalisables, pas de Zénith. J'aimerais préserver la trace de la friche industrielle de l'usine Matteï, redonner son identité à ce lieu, mais ça ne dépend pas que de la compétence de la commune.

Il y a aussi ce projet de liaison mer-montagne qui entraînerait une unité géographique de la ville. Pour l'instant si on veut se rendre de Ville di Pietrabugno-Plage au village, il faut passer par Bastia. Le projet de

route est à l'étude. On travaillera aussi la partie animation, avec l'ambition d'amplifier la «festa paesana», d'accueillir des artistes en résidence et de réaliser l'arboretum.

Pourtant ce dernier existe déjà !

C'est vrai, le premier arboretum n'a pas eu le succès qu'il aurait dû avoir, car nous n'avons pas la maîtrise foncière totale de l'endroit où il était implanté.

On se rapprochera de spécialistes de l'environnement, je pense à l'office de l'environnement, pour qu'il puisse accueillir des espèces remarquables ou endémiques. Cela permettra de mettre en place un travail avec les scolaires. Ce projet s'inscrit aussi dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires. Plus la commune sera dotée de méthodes d'enseignement diversifiées, plus elle sera à même de répondre aux exigences d'apprentissages en perpétuel mouvement.

■ Julien Maestracci

L'eau de source Corse à portée de main !
Un système agréable et convivial
Une utilisation très simple
Idéale été comme hiver, froide ou chaude

Fontaine à eau de source Corse

FUNTANA CORSA

(Haute Corse)

☎ 04.95.30.94.39
Fax : 04.95.30.94.52
Courriel : anne-marie.fratani@wanadoo.fr

SODIFO

(Corse Du Sud)

20090 AJACCIO

☎ 04.95.10.79.31
Fax : 04.95.22.68.04
Courriel : sodifo@wanadoo.fr

Michel Giraschi : «Nous ne braderons pas nos idées...

Porto-Vecchio sera sans nul doute un point chaud de ces élections municipales 2014 en Corse. La lutte s'annonce âpre et serrée entre Jean-Christophe Angelini, à la tête d'une coalition composée de nationalistes modérés et de la gauche, et Georges Mela, le maire sortant UMP. Les nationalistes de Corsica Libera seront quant à eux représentés dans ce scrutin par la liste U Riacquistu di Portivechju, menée par Michel Giraschi. Ce dernier a réaffirmé sa confiance quant à la présence de sa liste au second tour de ce scrutin.

Michel Giraschi, présentez-nous votre liste U Riacquistu di Portivechju...

Nous avons une liste qui représente bien la société porto-vecchiaise, bien équilibrée, avec beaucoup de jeunes, mais aussi des retraités ou des personnes âgées.

On peut aussi trouver des gens bien insérés dans la société porto-vecchiaise, dans toutes les catégories sociales et professionnelles. Je pense que nous avons réussi à faire une liste qui représente bien cette ville. De plus cette liste est plurielle et les gens qui la composent connaissent parfaitement bien Porto-Vecchio et ses réalités.

Ce n'est pas la liste de la jeunesse dorée, mais la liste des Porto-Vecchiaises aujourd'hui, composée de personnes qui veulent défendre les intérêts de leur ville.

Quelles sont vos ambitions pour Porto-Vecchio ?

Nous voulons avant tout rendre aux Porto-Vecchiaises la place qui est la leur sur la commune.

Notamment dans le développement et dans l'économie, ainsi que dans tous les domaines qui touchent la société. C'est en ayant des personnes qui sont touchées par ce qui se passe, qui connaissent le passé de la commune et qui ont un avenir certain qu'on peut faire évoluer les choses, et qu'on pourra, demain, changer ce qui ne va pas.

Je crois que c'est nous, dans cette campagne, qui apportons des solutions concrètes. C'est nous qui portons un discours clair. Et nous allons continuer de le faire.

Nous avons pris connaissance de la position du mouvement que vous représentez, Corsica Libera, à propos des élections à Porto-Vecchio. L'objectif est bien entendu d'être au second tour. Quel est votre ressenti au moment où nous nous trouvons au cœur de la campagne ?

Les choses sont effectivement très claires. Nous allons tout faire pour être présents au second tour. Et je peux vous dire que nous serons au

second tour de ces élections municipales parce que nous connaissons un certain engouement autour de notre démarche.

Nous assumerons totalement nos positions jusqu'au soir du 30 mars. Mais il ne sera pas question pour nous de brader à un moment donné notre représentation, nos revendications, nos idées, notre discours, pour une question de places, d'arrangements électoraux.

Pour nous, aujourd'hui, les choses sont claires, nous irons jusqu'au soir du second tour, dans une démarche claire, limpide. Nous ne fermerons, bien entendu, pas la porte à des accords politiques, mais à la seule condition que ce soit de vrais accords politiques.

Dans le cas où votre liste ne parvient pas à se hisser au second tour, pourrait-il y avoir des discussions



avec Jean-Christophe Angelini ?

Aujourd'hui, il y a des préalables qui ont été posés, par rapport à notre présence sur une liste et par rapport à notre discours. Nous ne pouvons pas, décevantement, faire comme si rien n'avait été dit ou comme si rien n'avait été fait. Mais, nous le réaffirmons, nous sommes disposés à prendre nos responsabilités pour le changement à Porto-Vecchio. Mais cela ne peut se faire qu'avec une lisibilité politique, et avec un discours politique clair.

■ A.F

San Giuliano : Vers la continuité avec François-Xavier Ceccoli

L'équipe municipale sortante à San Giuliano se prévaut d'un bilan honorable, au moment d'achever son premier parcours... et d'en entamer la suite.

Ce bilan, c'est la réalisation d'une nouvelle mairie et une salle des fêtes dignes de ce nom, en passe d'être concrétisée. Les travaux en cours, désormais bien avancés, seront achevés dans quelques mois. Au chapitre des satisfactions figure aussi l'école, qui a fait l'objet de soins particuliers et a connu d'importants travaux de rénovation et de mise en sécurité.

La municipalité a été aussi à l'initiative de l'agence postale, créée dans la nouvelle zone commerciale à Alistru, dont la traverse a été sécurisée et embellie. Toutes les routes conduisant aux plages ont été réhabilitées, en rendant leur accès aisé et sécurisé, l'accès au lotissement du phare a été amélioré, le lavoir communal réhabilité, et de multiples prestations de proximité réalisées à la demande de la population. Entre autres, l'acheminement de l'eau potable vers des propriétés difficiles d'accès, des aménagements locaux de voirie... le jeune maire, François-



François Xavier Ceccoli, entouré de quelques uns de ses colistiers

Xavier Ceccoli insiste volontiers sur les engagements pris, il y a six ans : «Conformément à ce que nous avons annoncé, nous nous sommes engagés dans la constitution d'un plan local d'urbanisme, dont la réalisation a été confiée au cabinet Pellegri de Bastia. Nous avons respecté notre objectif initial : ne pas construire dans la zone allant du littoral à la nationale. Les impôts locaux n'ont pas augmenté. Nous savons que la période est difficile, aussi n'avons-nous pas voulu charger la barque pour nos

concitoyens. Notre préoccupation a été d'agir en faveur de la qualité du lien social. Nous avons aidé les associations locales, les avons soutenues dans leurs efforts pour proposer à la population des occasions d'activités collectives et de rencontres conviviales».

L'équipe qui se présente pour une nouvelle mandature s'inscrit dans la continuité de l'action engagée, respectueuse de la mixité, elle comporte des femmes et des hommes d'hor-

izons divers, qui ont tous à cœur de voir prospérer la commune, avec des projets structurants et cohérents : «Nous souhaitons dire que tout ce qui se fera sera fait avec le souci de ne pas obérer le budget des familles, sachant combien la période peut être difficile pour tout un chacun. En la matière, notre politique fiscale est lisible et difficile à contester. Elle n'a pas empêché pour autant de prendre des initiatives allant dans le sens du développement et du mieux-être communaux».

La liste «Ensemble pour San Giuliano» fixe la règle de l'entente et de la concorde pour œuvrer au bien commun. San Giuliano 21 la rattache aux valeurs universelles de l'Agenda 21. Un pari à tenir pour François-Xavier Ceccoli : «La plupart des chefs d'Etats ont défini, au sommet de Rio, les conditions d'un développement durable et écoresponsable pour la planète au XXI^e siècle ; chaque action répondant à ces préconisations, de la plus grande à la plus petite échelle, aura des conséquences pour l'avenir de nos enfants. Nous agissons donc dans ce sens, modestement mais avec conviction, au niveau qui est le nôtre».

■ Jacques Paoli

Le mal de ce siècle : le Cancer

Le 8 mars ; c'était la journée de la femme. L'occasion pour nous de mettre en lumière une femme distinguée par le prix «Femme d'exception» décerné par le magazine Femmes actuelles et lauréate du Prix version Femina régional. Simone Rinieri Grimaldi, esthéticienne, a fondé l'association «Belles et Battantes» qui a pour but d'améliorer le quotidien des femmes atteintes d'un cancer avec des conseils à quasiment tous les niveaux de la maladie, afin qu'elles soient bien dans leurs corps et retrouvent une bonne image d'elles-mêmes. Car le cancer est aujourd'hui bel et bien le mal du siècle. Etat des lieux.

Le cancer : première cause de mortalité en France

Première cause de décès dans le monde, de nos jours le cancer touche en France 200.350 hommes et 155.004 femmes. Il est la cause de plus de 150.000 décès par an. Certes, aujourd'hui des avancées et des progrès spectaculaires ont été faits en termes de traitement puisque 58 % des cancers se guérissent. Mais celui-ci fait peur et laisse souvent malades et entourages complètement démunis. Au point que nous sommes, désormais, tous directement ou indirectement concernés par la maladie.

Face à une maladie qui laisse des familles entières désespérées, sur le terrain des hommes et des femmes par le biais d'association tentent de prendre le problème à bras le corps pour faire avancer les choses. Il est à distinguer le travail remarquable mis en place par le relais numéro 1 auprès des malades et des pouvoirs publics, la Ligue contre le Cancer. Constituée de Comités régionaux, cette organisation non gouvernementale a été fondée en 1918 par Justin Godart. Indépendante de tout pouvoir politique ou financier, elle repose uniquement sur la générosité du public. Elle est aujourd'hui le premier financeur privé et indépendant de la recherche contre le Cancer. Elle compte, sur l'ensemble de la France, plus de 720 000 adhérents.

La Ligue contre le Cancer : un relais indispensable au service des malades et de leurs familles

La Ligue contre le cancer a donc pour but de mener, de soutenir la recherche, favoriser l'accès au

dépistage et relayer les conseils de prévention. Son rôle auprès des familles, est aussi prégnant puisqu'au quotidien, les bénévoles guident et soutiennent les familles matériellement, psychologiquement et financièrement. Ainsi l'exemple d'Ajaccio où un don de 17 000 euros du Comité de Corse du Sud de la Ligue contre le Cancer a permis d'aménager une salle d'accueil pour les patients soignés à l'hôpital de Castelluccio. Par ailleurs, le Comité Départemental de la Corse du Sud de la Ligue Nationale contre le Cancer met à disposition des patients 6 studios dotés de tout le confort nécessaire, proches des centres de soins, afin de leur éviter une hospitalisation prolongée, tout en leur permettant une poursuite de traitement et ou une surveillance médicale étroite. Enfin, les comités participent aussi à l'achat d'équipements hospitaliers tels que des pompes à morphine.



En Corse, il existe deux comités pour chaque département. Celui de Haute-Corse compte près de 700 bénévoles et est mené par le Docteur Florence SANTINI GOMEZ. Pour La Corse du Sud, c'est le docteur Sauver MERLINGHI qui en est le Président. Ces comités organisent tout au long de l'année des événements et des rencontres qui mobilisent les Corses en nombre, comme on peut le constater au vu des réalisations récentes de cette organisation. Mais si, dans l'île, la générosité et la solidarité en matière de lutte contre le cancer sont toujours grandes, le cancer en Corse croît d'ailleurs comme dans l'ensemble de la France avec une spécificité : l'île est une très mauvaise élève, depuis plusieurs années, en matière de prévention et de dépistage des cancers.

Des insulaires rétifs au dépistage

En Corse, les chiffres de la prévention et du dépistage ne décollent pas : à peine 34,5 % des femmes sont dépistées pour le cancer du sein contre 53 % au niveau national. Pire pour le cancer colorectal : 08 % de la population ciblée contre 30 % pour la France entière. Comment expliquer ces chiffres ? Est-ce lié à un manque de structures ? Une volonté de nier une maladie qui fait peur ? En tous cas, les comités de la Ligue contre le Cancer multiplient les journées de Prévention et les martèlent dans les médias ou auprès du public avec les messages de Prévention. De plus, au niveau local, de plus en plus de personnes s'investissent contre cette maladie qui parfois isole les malades. Cette maladie qui dérange, qui fait peur. L'initiative de Simone RINIERI GRIMALDI va dans ce sens...

U Cancaru, una parolla spavintosa dapoi l'antichità

S'ellu si piglia u cancaru di a puppula si cuntanu 49 000 casi nuvelli à l'annu è più di 11.800 morti in l'annu 2012 in Francia. Si capisce ch'ellu hè u primu postu di i morti da u cancaru par i donni. À dilla da veru, a participazioni pà privene è scopre sti cancaru un toccu ch'è 52 pà centu di i donni di più di cinquant'anni. A Francia hè u cattivu elevu in Auropa incù un ritardu di 18 pà centu più almenu.

«L'uttubrinu rusulatu» di a marchja incù i donni par a vita hè dedicatu à a scupertu di u cancaru. U cancaru di a puppula hè u più friquente par i donni in Francia. Ci voli à matriculàllu, stu cancaru scupertu à u principiu dà una sopravvita di cinqu'anni pà 90 pà centu. Ci voli fà cresce st'investigazioni fin'à 70 pà centu. A participazioni à i cuntrolli di i donni, trà 50 è 74 anni, hè spari sicondu i lochi, l'urigne è i classi suciali.

Parechji fatti spiecanu sta situazione : accessu à l'infurmazioni inuguali, inciampi incù l'incertezza, difficoltà d'accessu à certi ingegni pà via di u staccamentu geugraficu, ecc. 40 pà centu di i cancaru di a puppula sò cunnusciuti cu'u tardi, pare dunqua pressante di truvà soluzioni utili è ragghjunghjevuli pà l'intacca di misuri pà fà scopre a malatia à i primi passi. U dettu fatalistu à ci dicia, « u duttori passa è vene, à chì l'hà u mali, u si tene ». Innò, oghji si pò vince l'anticu « ganciu mustruosu », vale à di, u Cancaru !

Docteur Sauveur Merlinghi

Président du Comité de la Corse-du-Sud de la Ligue contre le Cancer

«Une femme sur 8 sera concernée par le cancer au cours de sa vie. Si le dépistage reste toujours l'une des armes les plus efficaces contre le cancer, une femme sur 3 ne se fait toujours pas dépister ou pas régulièrement. Détecté à un stade précoce, le cancer du sein peut être guéri dans plus de 90 % des cas».

Les hommes et les femmes sont-ils égaux face aux cancers ?

Les facteurs de risque sont les mêmes. Cependant, on notera une fragilité plus importante de la femme en regard du cancer du poumon dont la médiane de survie révèle que la tranche d'âge est plus précoce que pour l'homme. Différentes études ont montré l'existence d'importantes disparités géographiques de la mortalité par cancer en France, avec une situation globalement plus favorable dans le sud du pays par rapport aux régions du nord. Chez la femme, les taux régionaux de mortalité varient de 72,9 pour 100.000 en Midi-Pyrénées à 91,0 dans le Nord-Pas-de-Calais. Les régions représentant les taux de mortalité les plus importants sont situés au nord et à l'est de la France, en Ile-de-France et en Bourgogne.

Y en-a-t-il de plus spécifiquement féminins ?

Oui. Par ordre de fréquence, on peut citer : cancer du sein, cancer

de l'utérus et cancer des ovaires.

En Corse, y a-t-il de plus en plus de malades ?

Oui, probablement, comme pour le reste de la France, mais nous n'avons pas de statistiques établies spécifiques pour la Corse. En 2012, le nombre de nouveaux diagnostics de cancer en France métropolitaine est estimé à 355.354 pour l'ensemble de la population, respectivement 200.350 hommes et 155.004 femmes. Avec 48.000 nouveaux cas estimés en 2012, le cancer du sein est le plus fréquent chez la femme devant le cancer colorectal (18.920 cas) et le cancer du poumon (11.300 cas). Les taux de mortalité par cancer sont toujours plus élevés chez les hommes que chez les femmes, mais ils diminuent plus rapidement chez les hommes. Cette diminution est essentiellement liée à la baisse de la consommation d'alcool et de tabac chez les hommes alors que cette même consommation est en augmentation chez la femme. Le

nombre de décès par cancer a augmenté de 11 % chez l'homme et de 20,3 % chez la femme entre 1980 et 2012.

Des traitements voient-ils le jour ? Un plus d'espoir pour les malades ?

De nombreux progrès ont été réalisés ces dernières années, de la détection à la prise en charge des personnes atteintes d'un cancer du sein. Des traitements plus efficaces et impliquant moins d'effets secondaires ainsi qu'une meilleure connaissance des différentes formes de cancer du sein, ont contribué à en améliorer le diagnostic, permettant à un nombre croissant de femmes de mieux vivre pendant et après leur cancer. Aujourd'hui, le taux de survie nette à 5 ans est de 89 %, ce qui en fait un cancer de bon diagnostic.

En tant que médecin, que préconisez-vous pour les femmes en termes de prévention ?

La prévention est essentielle et identique pour les hommes et les femmes : lutte contre la consommation tabagique et alcoolique, pratique d'une bonne hygiène de vie en pratiquant une activité sportive régulière et en essayant de consommer des produits frais, légumes, fruits, etc. cultivés au plus près. Il est nécessaire également, en tant que citoyen, de lutter contre les facteurs environnementaux intervenant dans la maladie cancéreuse (pollutions atmosphériques, pesticides alimentaires...).

Expliquez-nous le concept de «la marche rose» réalisé par la Ligue contre le Cancer de Corse du Sud dont vous êtes le Président.

«Octobre Rose» est le mois de la sensibilisation à la prévention et au dépistage du cancer du sein. À ce jour, le cancer du sein reste le premier cancer chez la femme et la première cause de décès par cancer. Une femme sur 8 sera concernée par le cancer au cours de sa vie. Si le dépistage reste toujours l'une des armes les plus efficaces, une femme sur 3 ne se fait toujours pas dépister ou pas régulièrement. Détecté à un stade précoce, le cancer du sein peut être guéri dans plus de 90 % des cas. La «Marche Rose» s'insérerait donc dans ce cadre. Quand on



marche, on avance. La MARCHÉ pouvait ainsi concrétiser la volonté des femmes de ne pas renoncer au combat, de lutter encore et encore pour faire reculer cette maladie. Cette Marche permettait aussi de rassembler toutes les générations, des plus jeunes aux plus âgées, des malades et des bien-portants. Car une marche, c'est paisible, convivial. Mais c'est aussi une force qui peut tout renverser sur son passage.

Quelles actions seront menées, cette année, par le comité ?

Essentiellement des actions d'information et de prévention dont le fil rouge sera la lutte contre le tabac, avec comme incidence directe, le cancer du poumon, première cause de décès masculin par cancer et deuxième cause chez la femme. La lutte contre le tabac est priorité nationale dans le Plan Cancer 3, récemment lancé par le Gouvernement.

Première cause évitable de mortalité en France, le tabagisme est responsable de 73.000 morts par an dont 44.000 par cancer. Le tabac décime en 15 jours ce que la route décime en un an. Le taux de fumeurs dans la population est de 33 % aujourd'hui et il y a plus de fumeurs qu'il y a 5 ans.

Rencontres et manifestations : Manifestations à Ajaccio, Pila-Canale, Propriano, Sartène et Porto-Vecchio dans le cadre de «Ma Ville se Ligue contre le cancer» du 17 au 23 Mars. Journée de dépistage des cancers de la peau fin Mai. Journée mondiale de lutte contre le tabac 31 Mai. Conférence-débat à Ajaccio mi-mai sur le cancer du poumon. Interventions d'information et manifestations sur la protection solaire cet été.

(www.ligue-cancer.net/cd20A/ et cd20a@ligue-cancer.net).



L'après-cancer avec **Simone Rinieri Grimaldi**, distinguée comme femmes d'exception par le magazine Femme Actuelle, Présidente de l'association «Belles et battantes»

«Il est indispensable d'arriver à appréhender cette nouvelle image et de garder l'estime de soi, pour continuer à vivre avec sa famille, ses enfants, ses amis. Se prendre en main, ne pas penser uniquement à la maladie, se sentir séduisante, avoir une image de soi positive est une priorité pour se sentir mieux et un facteur très important dans le processus de guérison.»

Comment est née l'idée de cette association ?

Je suis esthéticienne spécialisée en dermopigmentation, pendant plusieurs années j'intervenais dans le domaine esthétique en pigmentant des sourcils, des yeux liners, et des lèvres. Puis sont venues me voir des femmes ayant perdu leurs sourcils et leurs cils après une chimiothérapie, et j'ai eu envie de m'intéresser davantage à la partie réparatrice du maquillage permanent pour pouvoir apporter une réponse et une aide supplémentaires à ces femmes meurtries par les opérations et les traitements. J'ai donc fait plusieurs formations pour pouvoir redessiner des aréoles après une reconstruction mammaire, cacher des cicatrices etc. Au fil de rencontres avec ces femmes courageuses, j'ai pris conscience qu'il n'existait pas de structures pour les accompagner et améliorer leur quotidien pendant et après la maladie. C'est ainsi que j'ai fondé l'association «Belles et Battantes», en cherchant des professionnels médecins, kinés, sophrologues, esthéticiennes, coachs sportifs, diététiciennes, etc. des personnes de bonne volonté également prêtes à mettre leurs compétences et parfois leur vécu au service des femmes malades.

Qu'apportez-vous, au quotidien, à ces femmes touchées par le cancer du sein ?

Nous pouvons améliorer le quotidien de chacune avec des conseils à quasiment tous les niveaux de la maladie. C'est à dire que dès que l'on se sait atteinte du cancer, on peut être guidée dans le choix d'une perruque, le financement si besoin, les produits à utiliser pour sa peau, à prendre pour aider le foie à supporter les traitements. Tout ce qui peut aider à lutter contre les effets secondaires des traitements, au niveau externe maquillage, soins du visage et du corps, et interne au niveau des organes, des muqueuses, également du bien-être par la sophrologie par exemple, etc. C'est très vaste. Un accompagnement le plus complet possible dans le domaine de la beauté et du bien-être pendant et après la maladie.

Comment conserver sa féminité quand on est malade ?

Pour conserver sa féminité, car on ne passe pas du statut de Femme à celui de malade, on reste une Femme à part entière. Je donne des conseils de maquillage qui permettent de rester totalement dans la vie, on apprend à dessiner ses sourcils, à maquiller ses yeux, à nouer un bandeau, etc. Il existe des dessous adaptés, des vête-



ments, des maillots. On échange des secrets de «filles». Mes «girls» ont fait des défiles de mode !!

Pourquoi est-il important de garder une bonne estime de soi ?

Il est indispensable d'arriver à appréhender cette nouvelle image et de garder l'estime de soi, pour continuer à vivre avec sa famille, ses enfants, ses amis. Se prendre en main, ne pas penser uniquement à la maladie, se sentir séduisante, avoir une image de soi positive est une priorité pour se sentir mieux et facteur très important dans le processus de guérison.

Pensez-vous que la maladie isole ?

La maladie fait peur, elle isole : je reçois très souvent des appels qui le prouvent. Le regard des autres est souvent très difficile à supporter ou plutôt le manque de regard, car souvent on n'ose pas regarder une personne malade. Le but de l'association est de lutter contre l'éviction sociale. Ces femmes doivent rester dans la vie !

Comment peut-on aider votre association ?

L'association «Belles et Battantes» a de grands projets, mais pour l'instant de petits moyens ! TOUTES les personnes désirant y adhérer sont les bienvenues ! Toutes les personnes qui peuvent apporter leurs compétences, leur bonne volonté, leurs idées et leur disponibilité, pour accompagner nos «copines», sont les bienvenues !

Vous avez été distinguée, par le magazine Femme actuelle, comme femme d'exception, qu'apporte une telle distinction ?

Je suis très fière qu'à travers moi, on mette à l'honneur des femmes lumineuses et méritantes. Car si le cancer change beaucoup de choses en elles il ne change pas ce qu'elles sont : des femmes. Et je suis extrêmement touchée de cette reconnaissance, faite à ces femmes, pour La Journée de la Femme.

Coordonnées de : l'association «Belles et Battantes», Atelier de la Beauté C.C. de la Viva, 20166 Porticcio



Antoine Emmanuelli : Jouer les premiers rôles la saison prochaine en Nationale



Antoine Emmanuelli est le président du CA Bastia. Son club, lanterne rouge du championnat de Ligue 2, pour une première expérience à ce niveau, continue toutefois de se construire et de grandir. L'échec sportif actuel ayant été analysé et digéré, le président cabiste a le regard déjà tourné vers l'avenir. A priori, le CAB continuera de jouer à Furiani la saison prochaine en National, afin de garder sa Licence Club. L'objectif sera ni plus ni moins que jouer les premiers rôles, avec pourquoi pas un retour en Ligue 2 dans les plus bref délais. Nous avons rencontré Antoine Emmanuelli, il revient pour nous sur les difficultés rencontrées cette saison, et ses projets pour le CAB.

Antoine Emmanuelli, je suppose que vous êtes déçu de la tournure des événements cette saison ?

Bien évidemment, nous sommes sous le coup d'une grosse déception. Mais les circonstances ont fait que... Je vous rappelle que nous avons dû gérer une accession en Ligue 2 en trois semaines. Nous sommes montés dans les toutes dernières minutes du championnat. Je crois qu'on peut dire aujourd'hui, que le CAB n'était pas prêt pour accéder à la Ligue 2. Nous avons dû faire face à cette accession, et nous avons pris nos responsabilités honorablement, et avec beaucoup de dignité.

Nous avons aussi voulu récompenser un groupe qui était de l'aventure depuis plusieurs années. Certains ont réussi à franchir le palier, mais d'autres non. Je crois même que certains ont pris cela comme une finalité.

Un constat positif ?

Peut-on parler malgré tout de constat positif ?

Oui, le constat est positif, car le club continue de grandir et de se construire par étape. Cette année, nous avons connu une étape difficile à gérer mais nous y faisons face, tout en nous projetant vers l'avenir.

Très sincèrement, est-ce que votre club n'a-t-il pas été désavantagé de jouer à Furiani ?

Oui et non... Nous avons considéré dans un premier temps que jouer à Furiani était une bonne chose. Maintenant, c'est vrai que le public aurait pu répondre un petit peu plus nombreux.

Mais nous avons tout de même eu un bon élan de sympathie au niveau de nos partenaires. Et même du public, puisqu'en début de saison, nous avons réussi à faire plus de 3500 personnes.

Au final, je pense effectivement qu'il est difficile pour nous d'évoluer à Furiani, mais cela n'est pas une excuse. Au fil des matchs, les joueurs auraient dû y trouver leurs repaires. Je tiens aussi à dire que les arbitres, tout au long de la saison, nous ont fait aucun cadeau. Je n'ai pas trop l'habitude de chercher des excuses, mais ça nous a fait mal.

Souvenez-vous, les matchs contre Nancy, contre Angers, ou Lens. Nous avons eu une multitude de penaltys non sifflés. Ce sont des faits d'arbitrage qui ont vraiment pesé sur notre saison.

D'où notre colère l'autre soir contre Brest, où l'arbitre a été en-dessous de tout. Je crois que certaines équipes n'avaient pas besoin de ces coups de pouce pour gagner les matchs.

Un beau parcours

Néanmoins, vous avez engrangé de l'expérience cette saison en Ligue 2. Et puis vous avez réalisé un joli parcours en coupe de France en vous hissant en huitième de finale. Ce n'est pas rien tout de même...

C'est vrai, vous avez raison. L'an passé, nous sommes arrivés en seizième de finale, et nous avons fait mieux cette saison. On peut considérer qu'un cap a été franchi à ce niveau là.

Mais vous savez, cette saison est tellement difficile... Les matchs à

répétition, la charge de travail font que nous avons changé d'univers. C'est pourquoi nous n'avons pas de regrets, car effectivement, nous sommes dans une progression. Nous devons graver les marches progressivement.

Et puis n'oublions pas que deux clubs professionnels à Bastia, c'est historique. Certaines personnes n'ont peut-être pas réalisé, mais c'est quelque chose d'énorme.

Et le statut professionnel ?

Selon vous, et en cas de relégation, est-ce que le CAB gardera son statut professionnel la saison prochaine en National ?

Aujourd'hui, ce que je peux vous dire, c'est que le club est bien financièrement. Il n'est pas dans le rouge. Nous avons été sérieux, et fait ce qu'il faut pour qu'il en soit ainsi. Normalement, partant de ce fait, il ne devrait pas y avoir de soucis pour que le CAB garde son statut professionnel. Pour notre part, nous aimerions bien rejouer à Erbajolo, mais malheureusement, je crois que ce sera très difficile. Nous aimerions, à la fois, garder notre statut professionnel, et jouer à Erbajolo, mais cela risque d'être compliqué. Nous devrions donc continuer de jouer à Furiani la saison prochaine, quelle que soit l'issue de cette saison.

Vous vous projetez dans l'avenir, c'est-à-dire ? En National ?

Nous préparons notre prochaine saison en National c'est certain. Nous y travaillons tous ensemble avec beaucoup d'envie et beaucoup de sérénité.

La licence club

Où en êtes-vous au niveau de la Licence Club ?

Le règlement n'est pas très précis à ce sujet. Nous pourrions bénéficier de la Licence Club, si nous jouons à Furiani. Cela me semble une évidence. Mais à la condition que le règlement ne change pas.

Nous attendons des réponses officielles de la Ligue à ce niveau là. Maintenant, c'est sûr que si nous retournons jouer à Erbajolo, nous ne pourrions plus bénéficier de la Licence Club. Il y a une vraie réflexion à avoir. Nous pourrions jouer à Erbajolo, dans une autre approche et avec une certaine convivialité, afin de relever un challenge sportif. Jouer à Furiani implique une logistique et une organisation importante.

La prudence dans la gestion

Le CAB n'a pas fait de folie sur le marché des transferts. La prudence était le maître mot de votre gestion cette saison non ?

Après notre accession sur le terrain, nous avons eu trois semaines pour prendre plusieurs décisions d'ordre administratif, sportif ou juridique. Au niveau du recrutement, nous aurions dû débarquer vingt joueurs, pour en recruter quinze autres en trois semaines. Vous imaginez le chantier ? C'était très difficile.

Et puis, nous avons fait un choix. Nous avons voulu récompenser des garçons qui ont adhéré à notre projet depuis plusieurs années. Nous nous sommes tout de même



renforcés, même si là encore, la DNCG ne nous a pas fait de cadeau en plaçant notre masse salariale sous encadrement.

Nous avons donc dû nous plier à ces exigences jusqu'au 15 novembre. Puis après, au mercato, ayant de nouveau les mains libres, nous nous sommes renforcés sans faire de folie. Mais si nous avions eu plus de moyens, je ne vous cache pas que nous aurions fait le nécessaire pour nous renforcer davantage.

Ceci dit, je pense que les joueurs qui nous ont rejoints à la trêve nous ont apporté plus de sérénité, sans mettre le club en danger.

Retrouver la Ligue 2 !

Avez-vous déjà réfléchi, avec Stéphane Rossi le coach, à l'équipe de la saison prochaine ? Notamment au niveau des joueurs susceptibles de rester par exemple ?

Dans toute entreprise, il y a toujours un début, et toujours une fin. Aujourd'hui, je crois que nous arrivons à la fin d'un cycle. Tout le monde en est conscient. Il va falloir reconstruire.

Nous avons quelques mois pour travailler et nous allons faire le nécessaire, avec l'entraîneur, pour pérenniser le club au niveau national. J'entends par là que notre ambition est de demeurer à ce niveau : le championnat National pourquoi pas, mais aussi la Ligue 2 si possible. Notre objectif aujourd'hui est de créer une équipe compétitive en National dès la saison prochaine, afin de pouvoir jouer les premiers rôles.

Vous nous l'annoncez ? L'objectif sera la remontée en Ligue 2 ?

Ecoutez, en football, il faut savoir rester humble, mais il est égale-

ment important de demeurer ambitieux. Si nous arrivons à bien gérer les mois qui arrivent et à constituer une équipe compétitive pour la saison prochaine, pour-quoi pas.

Nous avons toujours su démontrer par le passé que nous savons aller de l'avant. Même si nous voulons demeurer modestes, nous avons également beaucoup d'envie et nous sommes ambitieux.

Maintenant, lorsque je dis que vous voulez jouer les premiers rôles la saison prochaine en National, ça ne veut pas forcément dire remonter à tout prix. Notre objectif est de créer une équipe capable de jouer les cinq premières places la saison prochaine, ce que nous avons toujours su faire par le passé, que ce soit en National ou en CFA. Ce que nous voulons, c'est aller de l'avant. Et puis si d'aventure nos résultats nous permettent un jour de retrouver la Ligue 2, nous saurons cette fois où nous mettrons les pieds. Car la saison que nous vivons nous permet d'engranger de l'expérience à ce niveau. Certes, nous avons travaillé dans l'urgence et cette année a été très difficile, mais nous saurons tirer les bénéfices de cette expérience, et surtout des enseignements très précieux pour l'avenir.

Le football amateur insulaire soutient le CAB !

Même si l'engouement n'a pas été forcément au rendez-vous sur Bastia, nous avons tout de même remarqué de très grandes marques de sympathie à l'égard de votre club, dans toute la Corse. Le football amateur semble derrière le CAB. Vous le ressentez ainsi ?

Oui, oui... Vous avez raison, et je le ressens. Le football amateur insulaire nous soutient. La preuve en est que chaque fois que nous faisons un parcours en coupe de France, le football amateur s'est toujours mobilisé derrière le CAB.

Nous avons toujours eu le soutien de tous les clubs. Lorsque nous faisons 3000 personnes l'année dernière contre Brest, c'était le football amateur qui était là pour nous soutenir. C'était Corte, Propriano, L'Ile-Rousse. Nous avons remarqué ce phénomène plus récemment, avec L'Ile-Rousse. Le football amateur s'est déplacé à Ajaccio, depuis toute la Corse, pour soutenir le FBIR lors de son épopée. Mais nous avons bénéficié également de cet élan de sympathie sur Bastia. Souvenez-vous, lors des premiers matches, nous dépassions souvent les 3500 spectateurs à Furiani.

C'est par la suite, lorsque peu à peu, nous nous sommes enlisés en classement général, que le stade a commencé à sonner creux. Mais si nous étions parvenus à obtenir des résultats, je pense que nous aurions pu faire de meilleures recettes. Les gens veulent des résultats, mais aussi voir une équipe qui produit du jeu, et force est de reconnaître que nous n'avons pas été capables, cette saison, de donner du spectacle sur le terrain.

A Erbalajo, nous étions 600 ou 700, et même 2000 contre Créteil pour le match de l'accession. Aujourd'hui, nous tournons autour de 1000 personnes, alors que nous sommes derniers. Cela veut dire que nous sommes en progression et que nos gens sont toujours là. C'est l'occasion pour moi, de remercier tout le monde, très sincèrement et très chaleureusement.

■ Frédéric Bertocchini

Presse et Corsicismes

Vagabondage !

La presse, journaux, revues, hebdomadaires, mensuels, trimestriels, on ne manque pas de «nourriture» pour amuser voire instruire nos méninges.

Vous lisez, critiquez, quelquefois encensez le journaliste, même, si vous ne lisez pas «son papier», comme lui peut le lire et pour cause.

Et si vous prenez comme une faute certaines «coquilles», lui les encaisse comme un uppercut au plexus, car il n'en est pas responsable.

Je me souviens encore de ce reportage sur le vin et les vignes où la dernière phrase qui était «la suite à demain» était devenue «la cuite à demain !» le «S» ayant été changé en «C».

Et un jour que j'avais écrit les «Ides» de mars pour rappeler le décret Colbert, pour la marée, on m'a fait écrire «Les Idées» de mars...

Mais quittons ces «perles» du journalisme pour bifurquer sur ces «Corsicismes» qui ont bercé notre adolescence scolaire et, permis à nos instituteurs Corses de se garder de rires, car ils savaient le pourquoi de la chose, les «Pinzutti», eux, se demandaient de quoi il en retournait.

Exemple : «Francant le Col de San Colombanu, j'ai vu une vache et son Vittel», et dans ce petit village de Balagne l'élève qui lança : «Monsieur, j'ai cassé ma penna (U porta-Piuma)», et ainsi de suite et si vous voulez : «Tira avanti e tocca».

Allez, changeons de sujet... J'ai beaucoup aimé le film-documentaire sur le Maréchal Pétain qui nous a permis de revoir quelques pans de notre vie à nous les anciens.

Rappelons que ce film a été réalisé par un Bastiais Gabriel Le Bomin, metteur en scène de qualité. Compliments.

En ce jour de mars la nature annonce le printemps en avance sur mars... même si le poète a dit : «Mars qui rit malgré les averses annonce en secret le printemps» Dimanche : le soleil brille et les mimosas font éclater leurs petites boules jaunes qui semblent défier, toutes vêtues d'écharpes blanches, les montagnes et cette chaîne qui va de la haute Balagne aux contreforts du côté de Bavela...

Mer, montagnes, plaines, châtaigniers, oliveraies, Porto et ses eucalyptus, rivières et leurs environnements d'immortels, comme la belle Marine de Davia, ainsi nommée pour le souvenir de la très belle Davia Franceschini de Corbara qui fut Sultane du Maroc. Le Maroc dont l'ancien Roi Hassan II, en exil à L'Ile-Rousse, joua au football, sur la Place des Platanes avec Jachettu, Tambara et autre bijou Canioni...

Excusez tous ces «remembers» ou plutôt «Ricordi».

Mais on ne peut se refaire...

■ Toussaint Lenziani